

La verdad absoluta ou la leçon de loyauté servie à Madrid par Nasser Bourita

*Déplorable inconstance que de chercher à sacrifier les relations bilatérales à cause
d'un violeur attiré, chantre de l'esclavage, de la torture et des crimes de guerre*



Réunion



Le Premier secrétaire de l'USFP, Driss Lachguar, s'est réuni, samedi, au siège du groupe Al Ittihad Presse, avec les membres du secrétariat régional du parti à Casablanca.

Cette rencontre a été consacrée à l'examen des préparatifs des prochaines échéances électorales.

Un malade trop encombrant, le faux Mohamed Batouch Madrid a hâte de s'en débarrasser

Alger pas vraiment pressé de le récupérer



Younes Foudil : La société civile se doit d'être une force de proposition sans chercher à se cantonner dans la critique et la dénonciation



Entretien

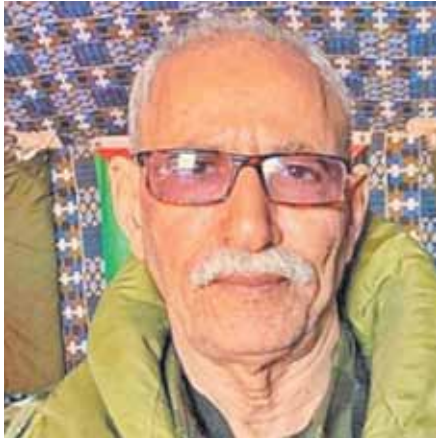
Course effrénée vers un leadership mondial en matière de vaccins



Un malade trop encombrant, le faux Mohamed Batouch

Madrid a hâte de s'en débarrasser

Alger pas vraiment pressé de le récupérer



Selon plusieurs sources concordantes, le gouvernement espagnol aurait demandé l'envoi par Alger d'un avion médicalisé pour rapatrier Brahim Ghali dont l'état de santé se serait amélioré. Cette demande aurait été présentée par l'ambassadeur ibérique à Alger qui a indiqué au gouvernement algérien que des rapports médicaux ont établi la nette amélioration de l'état de santé de son protégé. Cette demande, le diplomate l'aurait formulée sur instruction du chef du gouvernement espagnol auquel des juristes du cru lui ont conseillé de se débarrasser de ce patient encombrant qui, s'il mourait dans sa situation irrégulière en possession de faux documents d'identité, constituerait un grave problème pour l'Espagne.

Mais les généraux algériens qui comptaient abandonner Brahim Ghali en le li-

vrant muni d'une fausse identité aux autorités espagnoles, ne tiennent pas à le rapatrier comme le demande Manuel Sanchez qui ne sait que faire du cadeau empoisonné, et c'est le cas de le dire, de la Mouradia qui compte faire d'une pierre deux coups. Le premier : satisfaire les résidents des camps de Tindouf en les débarrassant d'un chef recherché par toute la justice européenne et de ce fait ne peut plus les représenter. Le deuxième coup : en balançant cet homme qui a grillé toutes ses cartes, les généraux algériens comptent installer un nouveau valet qui ne serait pas recherché comme Brahim Ghali, même si parmi les dirigeants du Polisario susceptibles d'être éligibles pour lui succéder, aucun ne peut se targuer d'avoir un casier judiciaire tout à fait vierge.

Ahmadou El-Katab

Le gouvernement espagnol s'attire l'ire des nombreuses victimes de Brahim Ghali

Assitôt la nouvelle de l'arrivée en Espagne du chef du Polisario, des voix se sont élevées exigeant son interpellation à l'hôpital et sa traduction en justice, étant donné qu'il fait l'objet de recherche au niveau international en raison des charges retenues contre lui par le tribunal compétent pour crimes de torture, viol, incarcération forcée et enlèvement et autres violations des droits de l'Homme.

Dans ce contexte, l'avocat marocain «Hilal Tarco Al-Helimi» a demandé à la Police judiciaire espagnole de prendre les mesures nécessaires pour arrêter le chef du Polisario accusé de crimes contre l'humanité, de torture et d'implication dans des organisations terroristes.

De son côté, l'Association sahraouie pour la défense des droits de l'Homme a adressé une correspondance urgente à l'avocat du tribunal de Madrid, Luciano Roche Nadal, le priant de soumettre Brahim Ghali à une enquête dans le cadre du procès intenté contre lui par des familles espagnoles en relation avec les crimes et violations graves commis contre leurs membres au cours des années 80 et 90 du siècle dernier. La même association a demandé l'émission d'urgence d'un mandat d'arrêt contre ce tortionnaire entré sous une fausse identité en terre espagnole.

De son côté, le mouvement



Khatt Achahid, mouvement dissident du Polisario, a appelé toutes les victimes de la tristement célèbre prison de Rashid de s'adresser à la justice espagnole pour demander réparation.

Le mouvement a confirmé, dans un communiqué, que la justification fournie par le ministère espagnol des Affaires étrangères selon laquelle Brahim Ghali se trouve en Espagne pour raisons humanitaires n'est pas convaincante, car ils ont ignoré les crimes contre l'humanité commis par le chef du Polisario et ses complices.

L'association a ajouté qu'en aucune circonstance, l'Espagne ne peut couvrir le chef du Polisario pour une quelconque raison humanitaire et la justice doit suivre son cours dans l'intérêt des victimes, soulignant que le temps de l'impunité est révolu.

Elle a souligné, enfin, qu'il n'y

a aucune hésitation à avoir pour poursuivre les criminels et les traduire en justice. Les victimes des prisons secrètes du Polisario ne doivent pas laisser passer cette opportunité sans imposer à l'Espagne d'assumer ses responsabilités historiques.

Khadijatou Mahmoud, une autre victime de Ghali qui a accusé le chef du Polisario de l'avoir violée en 2010, a publié une cassette vidéo dans laquelle elle raconte l'histoire de l'agression sexuelle perpétrée contre elle exigeant que la justice espagnole intervienne pour lui rendre justice.

Elle a déclaré qu'elle était partie d'Espagne pour les camps de Tindouf en 2005 et y était restée jusqu'en 2010, où elle a travaillé comme traductrice au prétendu service du protocole, et avec plusieurs organisations non gouvernementales.

Elle a expliqué que lorsqu'elle

s'apprêtait à quitter les camps en 2010 pour assister à un séminaire sur invitation d'une organisation non gouvernementale italienne, elle avait dû passer par les "institutions" du Polisario, à ce moment-là, elle a rencontré Ibrahim Ghali, qui l'a violée.

Dès son retour en Espagne, elle avait porté plainte contre lui. Elle a déclaré: «J'ai appris par les médias que l'homme qui m'a violée se trouve en Espagne. Je ne comprends pas comment il est entré. Je veux qu'il soit arrêté ».

Il est à noter que Brahim Ghali et un certain nombre de dirigeants du Polisario sont poursuivis dans d'autres affaires liées à la détention, à la torture et aux disparitions forcées... et que la justice espagnole l'avait appelé à comparaître en 2016 mais qu'il n'avait pas répondu à la convocation.

Ahmadou El-Katab

La verdad absoluta ou la leçon de loyauté servie à Madrid par Nasser Bourita

Déplorable inconstance que de chercher à sacrifier les relations bilatérales à cause d'un violeur attiré, chantre de l'esclavage, de la torture et des crimes de guerre

Les relations entre Rabat et Madrid semblent se diriger vers l'impasse. Au lieu de répondre clairement et sans ambages aux demandes de clarification exprimées il y a une semaine par les autorités marocaines suite au scandale de l'hospitalisation à Logroño du chef des séparatistes qui est poursuivi par la justice espagnole pour des crimes de génocide et de terrorisme, l'Espagne a, en effet, préféré faire la sourde oreille, ou pire encore, tergiverser en arguant des raisons qui ne tiennent pas la route.

La teneur de l'entretien accordé samedi dernier par le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, Nasser Bourita, à l'agence espagnole EFE, atteste de l'exaspération de Rabat face aux tergiversations et aux faux-fuyants des autorités espagnoles.

Nasser Bourita y a souligné que le Maroc attend toujours «une réponse satisfaisante et convaincante» de la part du gouvernement espagnol au sujet de Brahim Ghali, ajoutant que Rabat n'a toujours pas reçu de Madrid les réponses aux interrogations légitimes qu'il a soulevées dans le communiqué publié dimanche dernier.

«Pourquoi les autorités espagnoles ont-elles estimé que le Maroc ne devait pas être informé ? Pourquoi ont-elles préféré coordonner avec les adversaires du Maroc ? Est-il normal que nous, ayons appris par la presse », a insisté le ministre marocain dans cet entretien dont la MAP a relayé la teneur, se demandant si l'Espagne "souhaite sacrifier sa relation bilatérale" à cause du cas du dénommé

Brahim Ghali.

Cette affaire "constitue un test de fiabilité de nos relations et de leur sincérité, et de savoir si elles ne sont qu'un simple slogan", avertit le ministre, rappelant que le Maroc a toujours soutenu l'Espagne face au séparatisme des indépendantistes catalans.

"Lorsque l'Espagne était confrontée au séparatisme, le Maroc a été très clair, et au plus haut niveau : rejeter tout contact et toute interaction avec eux et en informer nos partenaires. Lorsque (les Catalans) nous ont demandé de les recevoir au ministère, nous avons exigé qu'un membre de l'ambassade d'Espagne soit présent", a-t-il rap-

pelé. "Avec des partenaires, on ne manœuvre pas derrière le dos sur une question fondamentale pour le Maroc", a martelé Nasser Bourita, ajoutant qu'avant d'avancer d'un pas vers l'avant dans les relations bilatérales "il faut d'abord clarifier les choses".

Il a indiqué que l'affaire du dénommé Brahim Ghali reflète "le double visage du Polisario : alors que ses dirigeants ont droit à un avion privé et à une nouvelle identité, sa population kidnappée à Tindouf n'a ni masque ni gel hydroalcoolique, tandis qu'elle est ravagée par la Covid-19 dans l'indifférence la plus totale".

Le dénommé Brahim Ghali "est un violeur qui a toléré l'esclavage, la torture, les crimes de guerre, les enfants soldats et le génocide, et l'Espagne le sait avant tout le monde. Veut-elle sacrifier sa relation avec le Maroc pour cette personne ?", s'est interrogé le ministre. Revenant sur les plaintes dépo-



sées par les victimes du dénommé Brahim Ghali, notamment par l'Association sahraouie de défense des droits de l'Homme (ASADHD) et l'Association canarienne des victimes du terrorisme (ACAVITE), Nasser Bourita s'est demandé : "Où est la justice espagnole dans tout cela ? Aucun magistrat n'a-t-il jugé nécessaire d'agir face à ces plaintes ?".

S'agissant des arguments selon lesquels l'Espagne était la puissance occupante du Sud du Maroc, le ministre marocain a fait remarquer qu'il s'agit d'"un prétexte qui ne se tient plus", expliquant que l'Espagne a occupé également des territoires du Nord du Maroc et, pourtant, elle "agit de manière normale".

"Nous ne pouvons pas rester prisonniers du passé espagnol", a-t-il insisté.

Certes, le Maroc et l'Espagne entretiennent "un partenariat global : politique, économique, commercial, humain et sécuritaire", et c'est là qu'intervient la question migratoire, a-t-il précisé, ajoutant qu'il ne faut pas penser qu'il s'agit d'"une relation à la carte : quand il s'agit de comploter avec l'Algérie et le Polisario, le Maroc sort du radar de l'Espagne, mais quand on parle de migration ou de terrorisme, on redevient important".

Dans ce sens, Nasser Bourita a souligné, une fois de plus, que le Maroc refuse d'être "le gendarme" de l'Union européenne sur les questions de la migration.

"La migration a besoin d'une approche globale, pas seulement financière : nous devons être partenaires dans la vision, dans la formulation des stratégies, et pas seulement dans leur mise en œuvre

en échange d'une somme d'argent", a-t-il dit.

Les questions migratoires en Europe dépendent de questions politiques : "Les sondages poli-

pagne ne respecte pas la séparation des pouvoirs et l'indépendance de la justice.

Pedro Altamirano a, pour sa part, vivement critiqué, dans un ar-

Le Kazakhstan va ouvrir une ambassade à Rabat

Le ministre des Affaires étrangères, Nasser Bourita, s'est entretenu vendredi au téléphone avec le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Kazakhstan, Mukhtar Tleuberdi.

Au cours de cet entretien, les deux ministres se sont réjouis de la décision du Kazakhstan d'ouvrir une ambassade résidente à Rabat et de la nomination du premier ambassadeur kazakh résident au Maroc, estimant que cela donnerait incontestablement une nouvelle impulsion à la dynamique de coopération entre les deux pays dans différents domaines, lit-on dans le communiqué.

Soulignant l'existence d'un large potentiel pour le développement des liens économiques et culturels entre les deux pays, les deux ministres sont convenus de l'organisation de consultations politiques au niveau des ministres des Affaires étrangères, dès que la situation sanitaire le permettrait.

tiques, les pressions et les échéances électorales conduisent les Européens à des réflexions de court terme", a déploré Nasser Bourita, appelant à "ne pas diaboliser le phénomène migratoire".

Du côté espagnol, silence radio. Aucune réaction officielle n'a filtré jusqu'à la rédaction de ces lignes de la part du gouvernement espagnol.

Quelques médias espagnols comme El Mundo se sont contentés de relayer la teneur de l'entretien du ministre marocain avec EFE.

Par ailleurs, des voix se sont élevées en Espagne pour dénoncer un scandale qui discrédite, voire porte atteinte à l'image du pays.

Dans un article publié dans le portail Atalayar hier dimanche, Ignacio Ortiz a regretté que le pouvoir exécutif d'une démocratie consolidée comme celle de l'Es-

pagne ne respecte pas la séparation des pouvoirs et l'indépendance de la justice. Pedro Altamirano a, pour sa part, vivement critiqué, dans un article publié il y a quelques jours dans le portail «La Hora de Africa», l'attitude du gouvernement espagnol qui «a conduit à une impasse de l'actuel Etat espagnol, de plus en plus discrédité au niveau international. Le doute que j'ai, c'est que, si ce chaos dans lequel plonge l'Espagne est due à une incompétence politique, ou causée par les pressions du totalitarisme de ses partenaires de Podemos, dans la tentative d'amener l'Espagne sur le terrain des régimes totalitaires de l'Algérie ou du Venezuela». Et le même auteur d'ajouter : «L'image de l'Espagne sera ternie au niveau international et le plus triste dans tout cela, c'est que les relations historiques avec un pays important pour l'Espagne comme le Royaume du Maroc seront gravement endommagées».

T. Mourad

Les USA louent le rôle stabilisateur du Maroc

Le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken a salué vendredi le rôle stabilisateur joué par le Maroc dans un voisinage empreint de turbulences lors d'un entretien téléphonique avec le ministre des Affaires étrangères, Nasser Bourita, ont rapporté les services de ce dernier. Il a loué les avancées réalisées par le Maroc ces deux dernières décennies sous la conduite de S.M le Roi Mohammed VI en matière de réformes politiques, de progrès économique et de développement social, ont-ils précisé dans un communiqué.

Au cours de cet entretien, les deux responsables se sont félicités du partenariat stratégique robuste et durable liant depuis des décennies les deux pays, a-t-on fait savoir de même source, ajoutant que la relation personnelle entre S.M Mohammed VI et le président américain Joe Biden est de nature à donner une forte impulsion à ce partenariat, basé sur des valeurs partagées, des intérêts convergents et une volonté commune d'œuvrer pour la paix et la stabilité régionales.

Les deux responsables ont également échangé à propos de la situation en Libye et au Sahel. Antony Blinken a salué la reprise des contacts officiels entre Rabat et Tel Aviv tout en soulignant le rôle pionnier et l'action crédible du Maroc dans l'avènement d'une paix durable au Moyen-Orient.

Interpellation à Berrechid d'un individu soupçonné de liens avec un réseau criminel qui s'activait en Algérie

La Brigade de la police judiciaire de Berrechid a interpellé, samedi matin, sur la base d'informations précises fournies par la Direction générale de la surveillance du territoire (DGST), un individu soupçonné de liens avec un réseau criminel qui s'activait en Algérie dans des crimes d'enlèvement, de séquestration, de demandes de rançons et d'homicide volontaire avec mutilation du cadavre. Selon les informations préliminaires de l'enquête, le suspect, âgé de 25 ans, faisait partie d'un réseau criminel composé de Marocains et d'Algériens qui visait l'enlèvement et la séquestration de certains membres de la communauté marocaine établie en Algérie exerçant des métiers de l'artisanat, avant de demander des rançons à leurs familles, indique la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

L'enquête a également révélé que le prévenu est soupçonné d'avoir participé, en janvier dernier, à l'enlèvement, à la séquestration et au meurtre d'un Marocain originaire de Khénifra avant d'immoler son corps dans la périphérie de la ville algérienne d'Annaba, précise la DGSN dans un communiqué. Le mis en cause a été placé en garde à vue à la disposition de l'enquête confiée à la brigade de la police judiciaire de Khénifra qui a reçu une plainte de la famille de la victime.

Des investigations ont été ainsi menées sous la supervision du parquet compétent pour identifier l'ensemble des suspects, Marocains et étrangers, impliqués dans ce meurtre sur le sol algérien, élucider tous les crimes qu'ils auraient commis et déterminer toutes les ramifications et les liens éventuels de ce réseau avec les bandes du crime organisé s'activant en Algérie et ciblant des ressortissants marocains, conclut la DGSN.

Une tonne et demie de chira saisie à Zagora

La brigade de la police judiciaire de Zagora a mis en échec, vendredi, une tentative de trafic d'une tonne et demie de chira et interpellé quatre individus soupçonnés de liens avec un réseau criminel de trafic international de drogues et de psychotropes.

Au cours de cette opération menée sur la base d'informations précises fournies par la Direction générale de la surveillance du territoire (DGST), deux suspects ont été appréhendés dans la région de "Alnif (à quelque 70 km en direction de Rissani) à bord d'un camion de transport routier de marchandises dès son arrivée en provenance d'Agadir, indique la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) dans un communiqué. Ces deux mis en cause ont été interpellés en flagrant délit de transport de 64 ballots de chira d'une tonne et demie, destinés au trafic international, précise-t-on.

Les investigations ont aussi permis d'arrêter le principal suspect impliqué dans l'organisation de cette opération, ainsi qu'un quatrième complice. Des véhicules soupçonnés d'être utilisés dans le trafic de drogue ont également été saisis lors de cette intervention. Les prévenus ont été placés en garde à vue à la disposition de l'enquête judiciaire menée sous la supervision du parquet compétent pour élucider cette affaire et en déterminer les ramifications, ajoute la même source.

Abdelhamid Fatihi, secrétaire général de la FDT à l'occasion de la Fête du travail

Les salariés du privé subissent de grandes souffrances dues notamment au laxisme du gouvernement vis-à-vis de certains employeurs

Les différentes composantes de la classe ouvrière marocaine ont fait preuve d'un sens élevé de citoyenneté en se mettant en première ligne dans la lutte contre l'épidémie du Coronavirus, a souligné la Fédération démocratique du travail (FDT) à l'occasion de la Fête du travail.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, le secrétaire général de la FDT, Abdelhamid Fatihi, a affirmé que le personnel de la santé est au premier rang dans la lutte contre l'épidémie et est mobilisé avec responsabilité en vue de protéger la santé des citoyens au même titre que le personnel de l'éducation et de la formation qui a assuré les prestations d'éducation et d'enseignement à distance et en présentiel.

Dans une allocution diffusée samedi via une plateforme virtuelle à l'occasion du 1er Mai célébré cette année sous le signe "Les sacrifices et la solidarité des travailleurs marocains, une incitation continue à la lutte pour stopper les régressions, préserver la di-



gnité et sauvegarder les acquis", il a également salué le sens de responsabilité élevé dont ont fait preuve les fonctionnaires, les employés et les salariés dans la gestion des services qui assurent des prestations directes aux citoyens et contribuent à fournir un soutien social à tous les citoyens marocains, tout en mettant en exergue le rôle central des services de sécurité, de la Gendarmerie Royale, de la Protection civile et des Forces Auxiliaires qui veillent à préserver la quiétude et la sécurité des citoyens.

Depuis le début de la pandémie et malgré les impacts économiques et sociaux de la maladie, l'approche adoptée par le Maroc a permis d'endiguer la propagation du virus en dépit des déficits du système de santé notamment en ce qui concerne les infrastructures hospitalières et les ressources humaines, ajoutant que les grands efforts déployés ont évité au Royaume de faire face aux risques sanitaires qu'ont connus d'autres pays.

Le secrétaire général de la FDT a, en outre, estimé que les salariés du secteur privé subissent "de grandes souffrances" dues notamment aux impacts de l'épidémie et au "laxisme" du gouvernement vis-à-vis de certains employeurs, ajoutant que le gouvernement et les employeurs sont appelés à maintenir les postes d'emploi et prendre toutes les mesures nécessaires afin que les institutions et les unités productives assurent la continuité du travail au service de l'économie nationale.

L'épidémie de coronavirus a eu des impacts négatifs sévères sur les salariés du secteur privé, a rappelé Abdelhamid Fatihi, mettant l'accent sur l'esprit de solidarité dont ont fait preuve les citoyens marocains en contribuant au Fonds spécial pour la gestion de la pandémie créé sur Hautes instructions de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, tout en relevant que ce Fonds constitue un outil qui a contribué à alléger les souffrances

des salariés à travers le soutien mensuel fixé à 2.000 dirhams.

Concernant la généralisation de la protection sociale lancée par le Souverain, la FDT a indiqué qu'il s'agit d'un grand projet national structurant qui constitue une révolution sociale à tout point de vue, soulignant que ce projet permettra surtout à de larges couches sociales de bénéficier de l'assurance maladie obligatoire de base.

S'agissant de la question de l'intégrité territoriale du Royaume, la centrale syndicale a affirmé que malgré la conjoncture liée à la pandémie, les manœuvres des ennemis du Maroc n'ont cessé de créer les causes de provocation et de tension dans la région, relevant que grâce à sa diplomatie active et à ses décisions fermes, le Maroc a réalisé de nouveaux acquis et les soutiens à l'initiative marocaine d'autonomie, qualifiée de sérieuse et crédible par la communauté internationale, se multiplient.



Appel à prendre toutes les mesures nécessaires pour que les institutions et les unités productives assurent la continuité du travail au service de l'économie nationale

Younes Foudil : *La société civile se doit d'être une force de proposition sans chercher à se cantonner dans la critique et la dénonciation*

Après sa campagne nationale contre le racisme "Masmiytich Azzi" en mars 2014, la plateforme "Papiers pour tous" revient en force avec une série d'initiatives visant à sensibiliser, combattre le racisme et à contribuer à une meilleure inclusion socio-économique des étrangers dans la société marocaine. En effet, en quelques mois, ladite plateforme a ouvert le débat sur le racisme au Maroc et lancé une campagne pour l'apprentissage de la Darija. Elle a également appelé à inclure les migrants dans la campagne de vaccination et à la régularisation de la situation administrative de plusieurs d'entre eux dont le titre de séjour a expiré. Retour sur ces initiatives, la politique migratoire nationale et le rôle de la société civile avec Younes Foudil, coordinateur de cette plateforme.



Libé : Les initiatives prises par la Plateforme au cours des derniers mois signifient-elles que la politique et la Stratégie nationale en matière de migration ont atteint leurs limites et qu'elles ne peuvent plus proposer du nouveau pour les migrants ?

Younes Foudil : Je pense que la pandémie de Covid-19 a redéfini les priorités pour tout le monde. A priori, la Stratégie nationale d'immigration et d'asile (SNIA) est en pause pour le moment comme beaucoup d'autres chantiers et projets qui étaient en cours ou qui devaient être lancés avant mars 2020. Ceci dit, les autorités sont mieux placées pour nous éclairer à ce propos. Autre élément important à mon sens, c'est la confusion des portefeuilles et des attributions née du dernier changement de l'équipe gouvernementale. Pour dire vrai, la responsabilité du dossier de la migration (étrangère au Maroc) est "diluée" entre différents départements ministériels (Affaires étrangères, Intérieur, Emploi, MRE) et le ministère délégué qui était au cœur de la SNIA n'assure plus le lead comme avant. D'ailleurs, nous avons sollicité par écrit, le ministère délégué chargé des MRE à plusieurs reprises mais sans retour à ce jour. Pour revenir aux initiatives lancées par notre collectif Papiers pour tous, nous sommes convaincus que le propre de la société civile est d'être d'abord et toujours une force de proposition et de ne pas se cantonner dans la critique et la dénonciation. Il est toujours facile de critiquer et de dénoncer tellement il y a des choses à améliorer, changer ou abolir dans notre pays. Et cette posture est la plus commune malheureusement. Être une force continue de proposition nécessite, par contre, une parfaite maîtrise de la thématique, un engagement sincère, désintéressé et continu en plus d'un solide background et des compétences diverses. Viennent, ensuite, les réseaux et les financements. Mais il faut dire qu'au sein de Papiers pour tous, nous nous en sortons jusqu'à présent malgré l'absence de soutiens financier et institu-

tionnel (et de la part de la société civile malheureusement). Ceci dit, cela ne nous a pas empêchés de lancer un certain nombre d'initiatives susceptibles de sensibiliser, réduire et combattre le racisme et de contribuer à une meilleure inclusion socio-économique des étrangers dans la société marocaine, notamment la série de webinaires "Les Racistes Anonymes" la campagne "Taalim Darija", notre appel pour la vaccination de tous les migrants ou encore l'initiative "Résidence+" tout récemment. Nous avons plein d'autres projets aussi pertinents qu'innovateurs mais nous manquons malheureusement de moyens financiers pour les implémenter.

Pourquoi tellement d'initiatives en si peu de temps. Y a-t-il urgence ?

Comme je l'ai expliqué, nous assumons pleinement notre rôle de force de proposition. Par contre, nous considérons que les initiatives et actions à proposer doivent être pertinentes, constructives et surtout innovantes. Nous avons au sein de Papiers pour tous une vision assez globale des thématiques connexes des discriminations raciales et de la migration au Maroc. Nous avons lancé un certain nombre d'initiatives et d'actions depuis juin 2020 parce

que le contexte de la pandémie de Covid-19 nous a contraints à nous adapter et à basculer vers le digital et le travail à distance. Étant un professionnel de la communication, j'ai essayé de tirer profit de cette nouvelle forme d'engagement militant pour lancer des initiatives qui auraient été difficiles voire même impossibles à réaliser dans le contexte d'avant, en raison de la non disponibilité des intervenants, des coûts financiers et des problèmes logistiques y afférents. Ceci dit, organiser un webinar ou lancer une campagne digitale n'est pas une tâche facile, mais au sein de Papiers pour tous, nous y avons trouvé moins de complications surtout avec l'aide de notre partenaire l'Association madNess pour les industries culturelles et créatives. C'est ce qui explique plus ou moins la multitude et la régularité des actions de Papiers pour tous lancées en si peu de temps. Et puis, quand une idée nous vient, on essaie de la concrétiser tout simplement. Pour rappel, le travail de Papiers pour tous ne date pas d'aujourd'hui puisqu'elle avait lancé la première campagne nationale contre le racisme "Masmiytich Azzi" en mars 2014.

Qu'en est-il des autres composantes de la société civile œuvrant dans le domaine de la migration ? Pourquoi les autres ONG brillent-elles par leur absence ?

Comme je l'ai déjà expliqué, au sein de Papiers pour tous, nous avons choisi d'être une force de proposition et opté pour une approche constructive. Ceci malheureusement n'est pas le cas de beaucoup de composantes de la société civile. Il y a des associations qui font du travail de terrain et qui ne sont pas dans le plaidoyer ou qui préfèrent rester discrètes, ce qui explique que leur travail n'est pas très médiatisé. Il y a d'autres associations qui ont été créées suite au lancement de la SNIA mais sans véritable apport. Il y a des associations qui ont été dépassées par le nouveau contexte de la migration au Maroc et qui ont été incapables de s'y adapter. Il y a également des associations de personnes

“

Il y a des associations qui ont été dépassées par le nouveau contexte migratoire au Maroc

militantes et concernées directement par la thématique mais qui manquent malheureusement de compétences et de moyens pour travailler. Et puis il y a des associations qui se sont cantonnées malheureusement dans un rôle de dénonciation et de condamnation tous azimuts sans pour autant proposer des alternatives ou des actions pertinentes ou concrètes. Après 2014, il y a eu une boulimie de création d'associations qui se prétendent spécialisées dans la migration. Pour l'anecdote, la plupart des composantes de la société civile qui travaillent sur la thématique de la migration ne soutiennent pas notre travail alors qu'elles en sont les premières bénéficiaires. Au début, nous étions surpris et déçus mais nous avons fini par nous habituer et dépasser cela. Au sein de Papiers pour tous, nous sommes engagés depuis longtemps pour cette cause et nous continuerons à assumer notre rôle et notre mission selon notre vision, notre philosophie indépendamment du rendement des autres composantes de la société civile qui travaillent sur les thématiques de la migration et des discriminations raciales. Le plus important pour nous, c'est que notre message passe.

Propos recueillis par
Hassan Bentaleb

“

Le ministère délégué qui était au cœur de la SNIA n'assure plus le lead comme avant



L'aéroport de Nador enregistre une baisse de son trafic passagers à fin mars

Le nombre de passagers qui ont utilisé l'aéroport de Nador-Al Arouj durant le premier trimestre de cette année a connu une baisse de 37,73% par rapport à la même période de l'année 2020.

Les statistiques de l'Office national des aéroports (ONDA) montrent que les passagers ayant transité via cet aéroport à fin mars 2021 sont au nombre de 86.380, contre 138.716 durant la même période de 2020 et 153.377 en 2019.

Pour le seul mois de mars dernier, le nombre de passagers enregistrés au niveau de l'aéroport de Nador a atteint 21.318 voyageurs contre 27.654 passagers durant le même mois de l'année écoulée, soit une diminution de 22,91%.

Ce résultat place cette plateforme aéroportuaire à la 5ème

place à l'échelon national et au premier rang sur le plan régional devant l'aéroport Oujda-Angad et celui de Bouarfa.

La ville de Nador est desservie à partir de plusieurs aéroports notamment Bruxelles et Charleroi (Belgique), Amsterdam (Pays-Bas), Paris, Marseille et Montpellier (France), Madrid, Barcelone, Majorque et Gérone (Espagne), Francfort, Cologne et Dusseldorf (Allemagne).

Les aéroports du Royaume ont enregistré en mars 2021, un volume de trafic commercial passager de 400.863 passagers contre 2.066.199 passagers en mars 2019, et 941.790 passagers le mois de mars 2020, soit une baisse respectivement de l'ordre de 80,60% et 57,44%.

Les CRI ont contribué à la création de 20.466 nouvelles entreprises en 2020

Les Centres régionaux d'investissements (CRI) ont contribué à la création de 20.466 nouvelles entreprises en 2020, première année post-réforme de cette institution, selon le bilan des CRI.

Ces centres ont également fourni des services d'accompagnement et de soutien à 18.111 petites, moyennes et très petites entreprises, actives ou en cours de création, indique un communiqué du Département du chef du gouvernement à l'occasion de la tenue, récemment à Rabat, de la 4ème réunion de la commission interministérielle de pilotage de la réforme des CRI.

Présidée par le chef du gouvernement, Saad Dine El Otmani, cette réunion a été consacrée à l'examen du bilan du plan d'action annuel des CRI au titre de l'année 2020 et des indicateurs d'évaluation de leur performance, conformément aux dispositions de la loi n° 47-18 portant réforme des CRI et création des Commissions régionales unifiées d'investissement (CRUI), outre l'examen des recours déposés par les investisseurs concernant les décisions des CRUI, rapporte la MAP.

Ces centres, ajoute la même

source, ont accompagné plus de 4.000 investisseurs dans les étapes d'étude et de conception du projet et de constitution et dépôt des dossiers d'investissement, notant que les indicateurs révèlent que le délai moyen pour l'étude des dossiers d'investissement finalisés et la prise de décision à leur égard par la CRUI, ne dépasse pas 20 jours. Près de 60% des dossiers ont été approuvés.

Les CRUI, pour leur part, ont tenu 705 réunions au cours de cette année, soit une hausse d'environ 141% par rapport à 2019, souligne le communiqué, relevant que 1.499 projets d'investissement ont été approuvés au cours de cette période, pour une enveloppe totale estimée à 151 milliards de dirhams et qu'environ 153.000 emplois devraient être créés.

Par la suite, les membres de la commission ont suivi un exposé détaillé sur le bilan des CRI une année après la mise en œuvre de la réforme institutionnelle de ces structures, les transformant en établissements publics, la création des CRUI, la simplification des procédures relatives à l'opération d'investissement, l'application du nouvel organigramme des centres, la mo-



bilisation des ressources humaines, des moyens de fonctionnement et des infrastructures d'accueil nécessaires pour les CRI.

Ils ont également pris connaissance d'un nombre de propositions pratiques pour améliorer et évaluer la performance des CRI.

Les membres de la Commis-

sion ont également examiné une série de recours soumis à l'encontre des décisions négatives émises par les CRUI, avant d'en trancher conformément aux dispositions juridiques en vigueur, précise le communiqué.

Cette réunion s'est déroulée en présence du ministre du Tourisme,

de l'Artisanat, du Transport aérien et de l'Economie sociale, du ministre de l'Energie, des Mines et de l'environnement, du ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur, des secrétaires généraux et des représentants des départements ministériels membres de la Commission.

Atténuation du déficit de la liquidité bancaire



Le déficit de la liquidité bancaire s'est atténué, au cours de la semaine allant du 22 au 28 avril, de -6% à -70,3 milliards de dirhams (MMDH), en lien probablement avec le reflux conjoncturel de la circulation fiduciaire, indique BMCE Capital Research (BKR).

Dans ce sillage, Bank Al Maghrib (BAM) a réduit ses avances à 7 jours au niveau du marché monétaire à près de 8,7 MMDH, pour se fixer à 25,2 MMDH répondant ainsi à la totalité de la demande des banques, précise BKR dans sa dernière Lettre monétaire et obligataire.

En revanche, rapporte la MAP, le dispositif à long terme de l'Institut d'émission a été renforcé avec l'injection de 1,575 MMDH sous forme de prêts garantis et de 3,715

MMDH sous forme de pensions livrées.

Reflétant leur dynamisme depuis début avril, les placements de l'argentier du Royaume continuent d'augmenter avec 9 opérations enregistrées cette semaine pour un total de 16,6 MMDH.

Le taux moyen pondéré (TMP) est resté quant à lui stable à son niveau habituel de 1,5%, relève la même source.

Sur la prochaine semaine s'étalant du 29 avril au 06 mai, Bank Al Maghrib renforcera son dispositif d'intervention sur le marché monétaire à travers l'émission de 5,46 MMDH de plus par rapport à la semaine précédente sous forme d'avances à 7 jours, soit un total de 30,61 MMDH, estiment les analystes de BKR.

La course vers un leadership mondial en matière de vaccins

Horizons

Si ce n'est pas cassé, ne le réparez pas, dit le vieil adage. Mais le plan de vaccination actuel dans le monde est vraiment «cassé» et personne ne semble le réparer, malgré les conséquences désastreuses pour la vie, les moyens de subsistance et l'économie mondiale.

C'était censé être l'année de la reprise. Mais, d'un point de vue épidémiologique, cela s'annonce pire que 2020, et la dynamique actuelle suggère que 2022 ne sera pas mieux.

Cela ne doit pas forcément être comme ça. Mais pour s'engager sur une meilleure voie, il faudra un leadership mondial fort qui, pour une fois, évite les vœux pieux.

Regardons les faits. Les cas et les décès quotidiens confirmés de COVID-19 s'élèvent à plus de 800 000 et 12 000, respectivement. Et ils sont sur la bonne voie pour dépasser les sommets atteints en janvier 2021. Non seulement l'Inde est en proie à une vague dévastatrice de virus; d'autres pays qui ont été pour la plupart épargnés jusqu'à présent, notamment en Asie et en Afrique, risquent également de faire face à de graves flambées.

Le monde dispose de plusieurs vaccins efficaces. Mais il n'évolue pas assez vite pour les administrer: environ 18 millions de doses sont actuellement administrées quotidiennement, contre 18,6 millions il y a deux semaines. Etant donné que la plupart des vaccins doivent être administrés en deux doses, cela signifie qu'il faudra deux ans pour vacciner 80% de la population mondiale.

Il est peu probable que ces deux années soient agréables. La campagne de vaccination très réussie d'Israël a entraîné une baisse spectaculaire des cas et des décès, permettant à l'économie de se rouvrir presque complètement. Mais d'autres vaccinoteurs vedettes - comme les Etats-Unis, le Royaume-Uni, les Emirats arabes unis, le Chili, l'Uruguay, la Hongrie et la Serbie - n'ont pas encore constaté d'effets similaires.

Au Royaume-Uni, les cas ont considérablement diminué, mais cela était principalement dû à un verrouillage strict et coûteux. Le Chili a également subi un verrouillage difficile, mais ses niveaux d'infection n'ont pas encore baissé de manière significative. Les nouveaux cas aux Etats-Unis et aux Emirats arabes unis restent obstinément élevés.

Cela peut s'expliquer par les mathématiques de la contagion. Les cas diminuent lorsque le taux de reproduction (R) - le nombre de personnes infectées par chaque personne infectée - tombe en dessous de un. En supposant (avec optimisme) que ni les vaccinés ni les récupérés ne propagent le coronavirus, la part restante de la population doit être inférieure au taux de reproduction du virus (RO), qui, sans distanciation sociale, est d'environ quatre.

En d'autres termes, à moins qu'au moins 75% de la population ne soit immunisée, R dépassera 1 et les cas continueront d'augmenter de façon



exponentielle. Le respect des règles de distanciation sociale restera donc essentiel pour limiter la transmission. Mais les verrouillages sont coûteux et des recherches récentes suggèrent qu'ils deviennent moins efficaces, en raison de la «fatigue du verrouillage».

Même après que 75% du monde soit vacciné, nous n'aurons pas fini. Selon Albert Bourla, PDG de Pfizer, une troisième dose de «rappel» du vaccin sera probablement nécessaire d'ici un an, afin de garantir une immunité continue face aux nouvelles variantes de virus. En termes simples, nous devrions prévoir de vacciner le monde chaque année, et nous sommes sur la bonne voie pour prendre deux fois plus de temps. C'est une recette pour un virus endémique.

Et pourtant, nous ne sommes guère dans une situation impossible. Au contraire, les aspects économiques de la solution sont simples et étonnamment non controversés, du moins parmi les économistes.

Le développement d'un nouveau vaccin - y compris la preuve de son innocuité et de son efficacité - comporte un coût fixe important. La fabrication de copies de ce vaccin implique un coût variable beaucoup plus faible. Dans l'état actuel des choses, une entreprise qui développe un nouveau vaccin (un «développeur») récupère ses frais fixes en vendant des doses. Il empêche également les autres de fabriquer son vaccin en brevetant son invention. Le résultat est des prix élevés et un approvisionnement restreint. La dernière chose dont nous avons besoin pendant une pandémie.

Une bien meilleure solution serait

que les développeurs reçoivent un paiement forfaitaire important en échange de la propriété intellectuelle. Toute entreprise capable pourrait alors fabriquer le vaccin sous licence gratuite, augmentant ainsi l'offre et baissant les prix.

Parce que la vaccination des personnes profite aux autres (en parlant d'économiste, elle a des «externalités positives»), il y a lieu de subventionner - voire de donner - des doses. Quelqu'un - que ce soit les Etats-Unis, l'Union européenne ou un consortium de pays riches - devrait payer la somme forfaitaire aux développeurs. Le coût de fabrication des doses ne doit pas être un obstacle, sauf pour les pays les plus pauvres. En fait, les coûts pour le monde sont négligeables, en particulier par rapport aux avantages que les pays riches retireraient d'une campagne mondiale de vaccination réussie.

Cette solution ne laisserait pas les développeurs plus mal lotis. Mais, en rendant le processus de vaccination beaucoup plus rapide et plus efficace, cela rendrait le monde bien meilleur.

Malheureusement, ce n'est pas l'approche suivie par l'installation COVID-19 Vaccine Global Access (COVAX), une alliance internationale louable mais modeste engagée pour assurer un large accès aux vaccins contre les coronavirus.

En fait, les objectifs de COVAX sont trop modestes et insuffisants pour ce dont le monde a besoin, surtout si de nouveaux vaccins deviennent nécessaires à mesure que le virus mute. Il ne couvre ni les paiements forfaitaires aux développeurs ni l'entrée gratuite dans la fabrication. Il traite davantage de la

question de l'organisation d'une file d'attente équitable, compte tenu des approvisionnements limités.

Etant donné que nous devons nous préparer à un monde dans lequel nous aurons périodiquement besoin de nouveaux vaccins, nous avons besoin de sociétés pharmaceutiques fortes et rentables capables de lever les capitaux et de garantir les ressources pour les développer. Cela devrait être garanti par l'organisation de tournois ou d'offres d'achat pour acheter la propriété intellectuelle de ces vaccins et peut-être même l'assistance technique pour assurer la production selon les normes de qualité appropriées. Les entreprises concourraient pour ces tournois, qui seraient organisés avec un maximum d'informations sur la génétique des variantes émergentes du virus, ce qui nécessite un effort de surveillance mondial.

Mais le monde doit également augmenter sa capacité de production pour soutenir la vaccination au double du rythme actuel. De plus, compte tenu de l'expérience récente des pays qui stockent des vaccins et interdisent les exportations, il est essentiel d'autoriser l'entrée gratuite dans la fabrication de vaccins, afin que les Etats puissent sécuriser l'accès au vaccin en augmentant leur propre capacité de production.

Le monde a besoin de plus de vaccins COVID-19. Mais d'abord, il a besoin du leadership politique mondial qui prendra les mesures simples mais nécessaires pour les garantir.

Par Ricardo Hausman

Ancien ministre de la Planification du Venezuela et ancien économiste en chef à la Banque interaméricaine de développement.

Libé Ramadan

Taxer les riches ?



Le débat s'intensifie dans le monde sur l'opportunité de taxer les plus aisés pour renflouer les caisses des Etats vidées par la pandémie.

Contribution exceptionnelle, augmentation des taxes sur les revenus du capital, impôts fonciers... Tour du monde de la fiscalité des plus riches.

Il n'y a pas d'impôt sur le patrimoine en tant que tel aux Etats-Unis, et ce n'est pas à l'ordre du jour.

Mais le président Joe Biden souhaite refaire passer le taux maximal d'imposition de 37% à 39,6% pour les 1% de foyers les plus riches, détricotant ainsi la réforme fiscale de 2017 de Donald Trump.

De même, dans son "Projet pour les familles américaines" qu'il présentera mercredi soir, il veut quasiment doubler à 39,6% le taux d'imposition des revenus du capital des 0,3% d'Américains les plus riches, et supprimer certaines niches fiscales (sur les donations, les revenus issus de fonds spéculatifs, ou encore les investissements immobiliers des plus aisés).

Ce plan fera à n'en pas douter l'objet d'un rude combat au Congrès.

En INDE, l'impôt sur la fortune (ISF) a été supprimé par le gouvernement de Narendra Modi en 2015 après des décennies de mauvaises rentrées fiscales. Il a été remplacé par une surtaxe qui va jusqu'à 37% pour les revenus dépassant 50 millions de roupies (561.000 euros).

Bien que l'Inde soit l'un des pays les plus inégalitaires de la planète, la crainte qu'une taxation des plus riches accélère l'évasion et la fraude fiscale paralyse le gouvernement, par ailleurs sous pression des milieux d'affaires qui dénoncent le "terrorisme fiscal" pratiqué par les agents des impôts à la recherche de preuves de richesse mal acquise.

En Australie, où le taux maximal d'imposition sur le revenu est de 37% (plus de 90.000 dollars australiens, environ 58.000 euros), le

gouvernement libéral n'a aucune intention de taxer les riches. Le petit parti des Verts a récemment proposé un impôt sur la fortune de 6% pour les quelque 120 milliardaires australiens dont la fortune a augmenté d'environ 51 milliards de dollars américains pendant la pandémie. Cette taxe permettrait de récolter 30 milliards de dollars américains sur 10 ans mais elle n'a aucune chance d'être mise en oeuvre.

A Singapour, la fiscalité sur les plus aisés prend la forme d'un impôt foncier, car la richesse de nombreux Singapouriens est constituée d'actifs immobiliers. Ces taxes se présentent sous deux formes, le droit de timbre ("buyers stamp duty"), qui s'élève à 20% pour les non-résidents et 25% pour les sociétés, et un régime de taxes foncières progressives allant jusqu'à 20% de la valeur annuelle locative du bien selon qu'il est occupé ou loué par son propriétaire.

En Allemagne, il n'y a plus d'impôt sur la fortune depuis sa suspension par la Cour constitutionnelle en 1995. Si les trois partis de gauche (Linke, Verts, SPD) ont inscrit son rétablissement à leur programme, c'est à peine un sujet

dans la campagne électorale en cours, bien que 72% des Allemands y soient favorables.

En FRANCE, l'Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) a été supprimé en 2018 et remplacé par l'Impôt sur la fortune immobilière, excluant les actions du champ du patrimoine taxé, pour favoriser les investissements productifs sur ceux dans la pierre. Parallèlement, un prélèvement forfaitaire unique (flat tax) a été instauré sur les revenus du capital.

Une surtaxe sur les hauts revenus a été instaurée en 2012, et est toujours en place.

Le magazine Forbes a évalué la semaine dernière la fortune de 42 milliardaires français à quelque 510 milliards de dollars, avec trois nouveaux venus entre 2019 et 2020.

En Espagne, le gouvernement de gauche de Pedro Sanchez s'est emparé du sujet dès l'été 2020 afin de financer l'énorme hausse des dépenses publiques provoquée par la pandémie.

La taxation du patrimoine est passée de 2,5% à 3,5%, uniquement pour les fortunes supérieures à 10 millions d'euros, pour une durée "indéfinie".

Mais dans ce pays décentralisé, la région de Madrid, dirigée par la droite, a décidé d'une exemption à 100%. Il n'y a donc pas d'impôt sur la fortune dans cette région, pourtant la plus riche et où résident nombre de grandes fortunes, ce qui amoindrit l'impact de cette réforme.

Au Royaume-Uni, il n'y a pas de taxe sur la fortune et le gouvernement de Boris Johnson n'a pas de projet en ce sens, d'autant que le pays a à cœur de rester attractif pour les entrepreneurs et grandes fortunes après le Brexit.

Des économistes de la London School of Economics et de l'Université de Warwick estimaient pourtant dans une étude fin 2020 qu'une taxe de 5% sur les actifs au-dessus de 500.000 livres pourrait rapporter 260 milliards de livres.

En Italie, il n'y a pas de taxe sur la fortune et aucun débat en cours. En novembre, un amendement au projet de loi de Finances visant à instaurer un "impôt sur le patrimoine" a été rejeté par le gouvernement de centre-gauche de l'époque, et la droite n'en veut pas.

Selon le Réseau latino-américain pour la justice économique et sociale (Latindadd), 1% des plus riches du sous-continent possède 41% des richesses mais ne contribue qu'à hauteur de 3,8% aux recettes publiques.

Mais seuls l'Argentine et la Bolivie ont mis en place une taxe non-reconductible. Ardemment combattue par la droite, qui la jugeait confiscatoire, la "contribution solidaire et extraordinaire", qui pèse sur les 12.000 plus gros portefeuilles, devrait rapporter 3 milliards de dollars à Buenos Aires.

Trois mois avant sa mort, Diego Maradona avait posté sur Instagram un message dans lequel il disait "prier" pour que cette loi soit approuvée. "Parce qu'en cette période de crise, nous avons besoin de l'aide de ceux qui ont plus. J'ai perdu mon beau-frère à cause de la Covid et je sais ce que c'est que de ne pas pouvoir dire au revoir à un être cher", avait-il écrit, en partageant une photo de lui, jeune homme, devant sa maison vétuste de Villa Fiorito, le quartier pauvre où il est né et a grandi, dans la banlieue de Buenos Aires.

Au Brésil, les propositions dans le sens d'une plus forte taxation de la fortune n'ont guère avancé au Congrès et ne sont pas incluses dans les projets de réforme fiscale. Pourtant, "l'instauration d'impôts sur (...) les grandes fortunes" est inscrite dans la Constitution de 1988, introduite par une loi qui n'a jamais été approuvée par crainte de fuite des capitaux.

Au Chili, les parlementaires d'opposition de gauche ont échoué à faire adopter l'an passé une taxe transitoire sur les "super-riches" à hauteur de 2,5% pour ceux qui disposent de plus de 22 millions de dollars de patrimoine.



Etat des lieux,
de Washington
à Singapour en
passant par
Buenos Aires

Le livre

- Mais Papa, ça fait 20 ans que j'ai divorcé. Je vis seul à Bruxelles.

- Ah ! oui ? Tu es un malin toi, pas comme moi. Il se tait. Je crois qu'il regrette d'avoir parlé. J'ai été longtemps hanté par ces paroles : « fils de personne ». Ou fils d'un père absent même quand il est là ? Je lui en ai voulu, adolescent, j'étais en colère contre ce fantôme muet, si docile à ma mère, si craintif. Pouvait-il être autrement le petit garçon né au début du siècle ? Sa sœur décéda quand il naquit. Ses premières sorties: accompagner sa mère au cimetière. Il la regardait pleurer sur la tombe de la petite Jeanne. Elle accordait toute son attention à la morte et négligeait son fils vivant au point d'oublier d'aller le chercher à l'école. Peut-on se sentir exister, peut-on se sentir quelqu'un quand on est délaissé par sa mère ?

Allait-il, devenu « grand », et comptable, accéder à plus d'autonomie ? Sa sœur aînée, mal mariée avec un alcoolique, avait quitté la maison. Lui y resta avec sa mère et son autre sœur, célibataire et joviale malgré la lourde tâche de prendre soin d'une vieille dame acariâtre. J'aimais beaucoup cette tante qui se nourrissait exclusivement de blancs de poulet, de Martinis, de bières trappistes et de chocolat. Ce régime étonnant la mena en bonne forme jusqu'à 90 ans. Elle traitait son frère comme un gamin quand nous rendions visite à la « grand-mère ». Nous habitions encore à Bruxelles, j'avais donc moins de 8 ans. Il ne fallait pas bouger et ne faire aucun bruit pour ne pas incommoder la vieille dame. Ma mère nous donnait des livres et des crayons de couleurs pour nous occuper. La vieille dame me paraissait une très très vieille dame, assise toujours à la même place dans son fauteuil près de la fenêtre, couverte de plaids et de châles. Je ne savais pas à l'époque que mon père avait vécu avec elles jusqu'à son mariage à 40 ans. Il passa donc directement du joug maternel au joug conjugal. Est-ce cela, papa, que tu as essayé de me faire comprendre en me disant que tu n'étais personne ?

Je mets mon masque, je vais m'attaquer dans le garage aux malles monumentales, presque impossibles à déplacer, saupoudrées de décennies de poussière et agrémentées de toiles d'araignées et de deux ou trois scorpions acharnés à survivre malgré mes coups de sandale. Je tousse et étouffe, ahane et transpire, je maudis le monde entier et en particulier Odile qui se dore sur les plages près de La Rochelle et ma sœur préparant tranquillement sa classe dans la fraîcheur bruxelloise. Je pousse, je tire, je traîne, je jette, je jette, je jette. Déjà 4 sacs pleins pour la déchetterie. Je gagne la cuisine, j'enlève mon masque devenu tout gris, je vide une bouteille d'eau. A faire peu à peu disparaître les vestiges du passé, est-ce que je me libère ? Est-ce que j'efface la mémoire ?

Ma sœur au téléphone. Pas encore



remise de sa visite à l'hôpital gériatrique. Lucide ou sénile, ma mère ne dit à sa fille que des choses désagréables. Je l'exhorte à la patience, à la distance. Elle me demande de ne pas oublier de lui rapporter le joli petit calendrier qui est sur le mur du couloir. Il sera très bien dans sa salle à manger. Je me mets à hurler, déchaîné :

- Joli ! Il est joli le petit calendrier ! Tu te fous de moi ? Je suis tout seul ici à me débattre avec les huissiers, les scorpions, les araignées et les vautours et tu viens me parler d'un petit calendrier ! As-tu la moindre idée de ce que je vis ici ? Oui, probablement sinon tu n'aurais pas foutu le camp, espèce de lâcheuse !

- Comment ça des huissiers ? s'af-fole-t-elle.

- Evidemment. Papa ne réglait plus les factures depuis longtemps. Il y en a pour de sacrées sommes en amendes, en majorations.

- Mon dieu, comment allons-nous faire ?

- Nous ? Pour toi c'est réglé, tu ne feras rien comme d'habitude. Moi, j'ai envoyé à tous les organismes des cer-

tificats médicaux attestant de la sénilité des parents.

Je lui parle de ma fatigue, de ma tristesse, de mes allergies. N'est-ce pas la moindre des choses qu'elle partage au moins un peu mes états d'âme au lieu de se préoccuper d'un petit calendrier ? Non mais sans blague, de qui se moque-t-on ? D'ailleurs je n'y ai jamais fait attention, à ce petit calendrier. Je peux vivre des années avec sous les yeux des objets que je ne remarque pas. Elle a dit : dans le couloir. Je le regarde maintenant. C'est comme si je ne l'avais jamais vu. Un Matisse très lumineux. Je le décroche. Il laisse un rectangle plus clair sur le papier peint du mur. Je le glisse dans mes papiers personnels. Ma colère est tombée. Allez ! on lui ramènera.

Revenu au garage, masqué à nouveau, je m'attaque à la serrure rouillée d'une malle que mes parents n'ont pas dû ouvrir depuis qu'ils ont emménagé ici. A l'intérieur, une lampe cassée, des abat-jour, une bâche (ça peut toujours servir disait ma mère, vous voulez tout jeter, on voit bien que vous n'avez pas fait la guerre). Un vieil imperméable

verdâtre, un peu comme une toile cirée, avec une capuche informe. Je reste fasciné, envahi de souvenirs.

Je reviens de l'école avec mes copains. Je suis à Bruges, devant le Gruuthus. J'aperçois ma mère plus loin. Une démarche saccadée, pesante, les talons frappant fort le pavé. Les sourcils froncés, le front buté, elle semble en vouloir au monde entier. Elle porte cet affreux imperméable et va droit devant elle, sans regarder personne. Elle a l'air d'une folle. Elle est dans une de ses mauvaises périodes et menace d'aller se jeter au canal deux fois par semaine. Et moi, je suis envahi par la honte, je voudrais devenir invisible, que mes copains ne sachent surtout pas que cette folle, c'est ma mère. Un camion providentiel s'arrête juste entre elle et le groupe d'enfants. Il nous dérobe à sa vue. Je fais lentement le tour du camion pour me retrouver dans son dos. Elle s'éloigne. Sauvé ! Mais j'ai honte d'avoir honte, d'avoir voulu disparaître, rentrer sous terre.

Je contemple cet imperméable. Disgracieux certes. D'une vilaine couleur. Pourquoi portait-elle une telle loque ? Je surmonte ma répugnance et fourre cette horreur dans un sac à destination de la déchetterie.

Dans la malle toujours, un autre tissu, marron celui-là, pas bien beau lui non plus. Un gros manteau pelucheux, bien lourd, à l'origine d'une autre blessure, pour ma sœur cette fois.

Il appartenait à la mère de ma mère, autre vieille dame grincheuse (il y en a eu beaucoup dans ma famille) si différente de mon grand-père, lion superbe et généreux selon sa fille. Quand elle mourut, ni ma sœur ni moi n'avons éprouvé le moindre chagrin. Mais ma mère obligea Liliane à porter le vêtement de la morte, objet de risée de la part des filles de sa classe. Encore aujourd'hui, elle ne peut en parler sans que sa voix tremble.

Pauvre sœur ! Ce que ma mère lui a fait subir ! Volontairement ou non, je ne sais. J'ai été brusque avec Liliane au téléphone. Je le regrette. Elle a beau être exaspérante, je la rappellerai ce soir, je serai gentil, « J'ai mis de côté ton calendrier ».

Deux voyages à la déchetterie. Puanteur et corbeaux croissants. De retour, en arrosant le jardin, je décide d'arrêter le travail. A chaque jour suffit sa peine, les rangements ont bien avancé, j'aurai fini dans les temps. Maintenant le plaisir de la cueillette. Le voisin Bon Samaritain me prête son échelle et reste en bas, la tenant fermement pendant que je grimpe à la récolte des mirabelles. Chaudes, gorgées de soleil, fondantes, irrésistibles. Je redescends de l'arbre avec deux pleins seaux de fruits, en donne un au voisin.

(A suivre)

Santé et bien-être

Avoir eu un traumatisme crânien augmente les risques d'AVC

Des chercheurs de l'université de Birmingham (Royaume-Uni) ont découvert que les personnes ayant subi un traumatisme crânien pouvaient, sur le long terme, présenter un risque élevé d'AVC.

Violent ou léger, le traumatisme crânien reste grave

Les auteurs de ces travaux ont réalisé un rapport après avoir compilé les données de 18 études de quatre pays. Les résultats ont révélé que les patients souffrant de lésions du cerveau présentaient un risque d'accident vasculaire cérébral (AVC) plus élevé de 86 %, en comparaison avec les personnes n'ayant pas subi de traumatisme crânien.

Il est d'ailleurs à noter que le risque demeurerait élevé, quelle que soit la gravité de l'accident, à partir du moment où des lésions sont constatées.

La prévention pour aider les patients

D'après cette nouvelle étude, le risque de déclencher un AVC après ces lésions cérébrales serait au plus haut dans les quatre mois suivant le traumatisme crânien. Il resterait même important jusqu'à cinq ans après avoir subi cet incident.

La mise en lumière de cette découverte doit servir aux médecins à indiquer à leurs patients les risques encourus : "Les patients souffrant d'un traumatisme crânien doivent être informés de la possibilité d'un risque accru d'accident vasculaire cérébral. Le risque d'AVC étant le plus élevé dans les quatre premiers mois suivant la blessure, il s'agit d'une période charnière pour informer les patients et leurs soignants sur le risque et les symptômes d'AVC", a déclaré l'auteure principale, Grace Turner, membre de l'Institut de recherche appliquée de l'Université



de Birmingham.

L'AVC, deuxième cause de mortalité dans le monde

Objet de cette étude, les traumatismes crâniens pourraient provoquer un AVC, peu importe leur gravité. "Ceci est particulièrement remarquable, car 70 à 90% de ces traumatismes cérébraux sont légers", relève Grace Turner. La chercheuse suggère que ces derniers devraient être considérés comme une maladie chronique, afin que les patients puissent se rétablir correctement.

Au niveau mondial, l'AVC touche 60

millions de personnes par an, et c'est d'ailleurs la seconde cause de mortalité dans le monde, après les maladies cardiovasculaires.

Des traitements pour éviter le pire

Selon le Dr Grace Turner, un espoir existe pour lutter contre ce risque : "L'accident vasculaire cérébral est la troisième cause d'invalidité dans le monde, mais un traitement urgent peut prévenir le décès et l'invalidité à long terme qu'il engendre".

"Notre étude a trouvé un lien entre la réduction du risque d'AVC après un traumatisme crânien et les médicaments de

prévention des AVC, les antivitamines K (un médicament anticoagulant, NDLR) et les statines. Mais, comme l'ont montré des travaux antérieurs, les médicaments de prévention des AVC sont souvent arrêtés lorsqu'une personne subit un traumatisme crânien".

L'auteure principale rapporte que des recherches supplémentaires sont nécessaires pour étudier l'efficacité des médicaments de prévention des accidents vasculaires cérébraux après un traumatisme crânien, afin d'aider les cliniciens à prescrire ces médicaments.

Recettes

Crevettes à la sauce tomate épicée

Ingrédients

500g de crevettes non cuites, de grande taille, décortiquées
4 gousses d'ail hachées
1/2 c à café de flocons de piment rouge, ou au goût
1/2 c à café de cumin
1/2 c à café de curry
3/4 c à café de sel de table
1 cuillère à soupe d'huile d'olive extra-vierge
400g de tomates en conserve, entières, en jus, grossièrement écrasés
1/2 tasse de basilic frais, haché

Préparation

Faire chauffer 1 cuillère à café d'huile d'olive dans une grande poêle antiadhésive à feu moyen-vif. Ajouter les crevettes, 1 cuillère à café d'ail et 1/4 cc de sel et faire revenir jusqu'à ce que les cre-

vettes soient bien cuites, environ 2 à 3 minutes. Les retirer et les mettre de côté.

Faire chauffer 1 cuillère à café d'huile de plus dans la même poêle à feu doux. Ajouter l'ail et le piment rouge broyé, cumin et laisser cuire, en brassant à quelques reprises, environ 30 secondes.

Ajouter les tomates et 1/2 cc de sel restant dans la poêle et porter à ébullition à feu moyen-doux, en grattant les sucres de la nourriture de fond de la poêle. Laisser mijoter jusqu'à ce que le mélange épaisse légèrement, en remuant de temps en temps, environ 10 minutes.

Remettre les crevettes et les jus dans la poêle, faire chauffer. Incorporer le basilic jusqu'à ce qu'ils ramollissent. Retirer du feu et incorporer le reste d'huile d'olive.

Servir les crevettes à la sauce tomate épicée avec du riz.



Zied Zouari, musicien violoniste tunisien

Art & culture *Le Maroc a une longueur d'avance sur d'autres pays dans le Jazz-fusion*

Le Maroc compte une longueur d'avance dans le Jazz-fusion sur d'autres pays, grâce à des collectifs et des rendez-vous musicaux qui mettent en lumière cette "rencontre" magistrale entre des facettes de l'art local et le Jazz, a indiqué vendredi Zied Zouari, musicien violoniste tunisien.

Cette avance est constatée par rapport à d'autres pays maghrébins où des artistes s'attachent toujours au jazz de la reprise, "principalement élitiste et étroitement lié au Swing", a relevé M. Zouari, qui intervenait lors d'une rencontre virtuelle organisée par ANYA Music, le bureau UNESCO pour le Maghreb et la Fondation Hiba.

Il a également fait savoir que le Jazz, qui prend racine dans le Blues, un dérivé des chants de travail des populations afro-américaines, est un "lègue africain qu'il faut récupérer", notant que dans le sud de la Tunisie, il existe des chants de paysans qui rappellent les rythmes du Blues.

Prenant la parole à cette rencontre tenue à l'occasion de la journée internationale du Jazz, Moulay Ahmed Alami, président de Tanjazz et du Jazzablanca, est revenu sur les débuts "timides" des festivals de Tanger et de Casablanca, qui célèbrent le Jazz dans toute sa splendeur.

Désormais de renommée internationale, Jazzablanca et Tanjazz ont contribué à l'essor de ce genre musical auprès du public marocain, grâce à une programmation artistique qui a élargi les horizons pour intégrer d'autres styles musicaux proches au Jazz, a-t-il expliqué.

Il a en outre ajouté que cette "ouverture" musicale s'est traduite par le lance-



ment annuel des appels à projets destinés à des artistes marocains et étrangers résidant au Maroc, en vue d'offrir l'opportunité aux jeunes de se produire dans un milieu professionnel.

Sur la place du Jazz au Maroc, M. Alami a rappelé que depuis les années 50, des tournées nationales de Jazz ont eu lieu, évoquant par la même la multiplicité et la richesse qu'offrent les différents festivals célèbres au Maroc notamment Jazz au Chellah, Tanjazz, Jazzablanca ou encore Jazz sous l'arganier.

De son côté, la jeune musicienne Meryem Aassid, qui évolue dans un répertoire unique, Jazz Amazigh, a relevé que

son expérience personnelle avec cet art est née de la liberté musicale qu'il procure, mêlée à une improvisation mélodieuse, une caractéristique de la musique amazighe notamment celle d'Ahouach.

La jeune artiste a jugé nécessaire de s'adresser à "la sensibilité du public pour parler le même langage au cours du processus de création et de proposition artistique".

Dans la même veine, la musicologue chercheuse et ancienne directrice du pôle de la musique et de l'Opéra à la Cité de la culture en Tunisie, Saima Samoud a mis en avant l'importance de la culture Jazz dans la musique tunisienne.

Mme Samoud a en outre évoqué la question du financement dans le renforcement d'un dynamisme culturel du Jazz, à travers la promotion d'un investissement public-privé ainsi que la création d'un marché destiné à l'industrie musicale.

Modérée par le journaliste tunisien Karim Benamor, cette rencontre virtuelle a été l'occasion pour des panélistes maghrébins d'aborder la "place du Jazz et des musiques improvisées au sein des musiques actuelles du Maghreb" et d'évoquer la pratique actuelle du Jazz, de la musique improvisée et des moyens dont disposent les artistes de Jazz pour se produire entre festivals et digital.

Sonia Terrab invitée de la 12^{ème} édition de la Masterclass cinéma et droits humains



La réalisatrice et romancière marocaine Sonia Terrab est l'invitée de la 12^{ème} édition de la Masterclass cinéma et droits humains, qui se tiendra en ligne du 3 au 16 mai, à l'initiative de l'Association des Rencontres Méditerranéennes du Cinéma et des Droits de l'Homme (ARMCDH).

Sonia Terrab reviendra sur son choix du cinéma documentaire en tant que réalisatrice et scénariste mais

également sur son rôle en tant qu'initiatrice du mouvement "Hors la Loi" à travers sa Masterclass live qui aura lieu le vendredi 7 mai 2021 à 21h30 sur la page Facebook de l'ARMCDH et sera animée par Zouibida Mseffer, indique un communiqué de l'association.

"Les 3 longs métrages documentaires et les 2 web-séries programmés pour le public marocain sur notre

plateforme cinéma virtuelle "films.armcdh.ma" durant 2 semaines", seront également évoqués lors de cet événement, indique la même source.

Il s'agit des documentaires "L7SLA", "SHAKESPEARE A CASABLANCA" et "OUSTAD ISMAIL" et des web-séries documentaires "MAROKKIAT" et "HIYA".

Diplômée en Sciences politiques et en communication, Sonia Terrab a publié deux romans, "Shamablanca" en 2011 et "La Révolution n'a pas eu lieu" en 2015.

En 2017, elle réalise son premier film documentaire "Shakespeare à Casablanca, Shakespeare al Bidaoui", en immersion auprès d'une jeune troupe de théâtre qui se questionne sur l'amour et son langage. Elle se lance en parallèle dans le digital avec une première web-série intitulée "Hiya" puis une autre web-série "Marokkiat" pour Jawjab, qui donne la parole à des femmes dans l'espace public pour raconter à visage découvert leur

vécu, brisant ainsi de multiples tabous.

Trois ans après, elle sort son deuxième long métrage documentaire "L7sla" (L'impasse), sur la jeunesse marginalisée marocaine du quartier populaire et mythique de Hay Mohammadi à Casablanca.

Son dernier film est "Oustad Ismail", diffusé sur 2M en février 2021, et réalisé dans le cadre d'une série documentaire de Fatim Bencherki sur l'Éducation au Maroc qui s'intitule "Par cœur" (dont elle réalise trois films sur six).

S'adressant aux professionnels, aux jeunes réalisateurs et aux passionnés, l'ARMCDH organise depuis mars 2014 des Mastersclass cinéma et droits humains, offrant au public une occasion de découvrir et d'apprécier la filmographie d'un réalisateur engagé et d'en débattre avec lui.

A ce jour, 11 master classes ont été réalisées avec notamment Izza Génini (Maroc), Sergio Tréfaud (Portugal), Merzak Allouache (Algérie),

Nouri Bouzid (Tunisie), Nouredine Saïl (Maroc), Moussa Tourré (Sénégal), Pablo Mazzola (Argentine), Ali Essafi (Maroc), Hicham Lasri (Maroc), Faouzi Bensaïdi (Maroc) et Ghassan Halwani (Liban). La programmation de l'ARMCDH est organisée avec l'appui financier de l'Union européenne et de l'ambassade des Pays-Bas au Maroc et la coopération du Ministère de la Justice, du Centre Cinématographique Marocain (CCM), du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), du magazine Sortir mag et RFC digital, ajoute la même source.

L'ARMCDH organise plusieurs événements par an : les Jeudis Cinéma Droits Humains (JCDH) et les Matinées Enfants (tous les mois à Rabat, Casablanca, Kénitra, Khourigba et Agadir), la Master class du cinéma et des droits de l'Homme (trimestriellement), la nuit du court métrage des droits humains ainsi que la nuit blanche du cinéma et des droits de l'Homme, conclut le communiqué.

Alain Delon bientôt de retour à la télé, deux ans après son AVC



Alain Delon va reprendre du service... Après s'être retiré de la scène médiatique à la suite de son AVC survenu il y a déjà deux ans, l'acteur de 85 ans va bientôt retrouver la lumière. En effet, selon le Journal du Dimanche, il prévoit, en toute discrétion, son retour face caméra. Dès la semaine prochaine, l'accompagnant de Romy Schneider devrait enregistrer une interview accordée à son ami, le journaliste Cyril Viguier. Comme le notent nos confrères, ce dernier a notamment suivi Jean-Paul Belmondo dans un documentaire sorti en 2015.

Il est prévu qu'Alain Delon donne son avis sur de nombreux sujets d'actualité, à commencer par le coronavi-

rus, les banlieues, le mandat d'Emmanuel Macron, la politique menée aux États-Unis, le président Joe Biden, mais aussi le mouvement MeToo. Bien évidemment, le comédien parlera également de sa vie privée et de sa filmographie. D'ores et déjà, on sait que l'entretien de la star sera diffusé à l'international dès le mois de juin prochain. Celui-ci sera intitulé Alain Delon face au monde. En parallèle, il semblerait que le monstre du cinéma français ait envie de tourner de nouveau. Treize ans après avoir joué dans Astérix et Obélix aux Jeux Olympiques et deux ans après être apparu dans le film *Toutte ressemblance de Michel Denisot*, le père d'Anthony, d'Anouchka et d'Alain-Fabien Delon

a prévu de retrouver les plateaux de tournage...

Pour rappel, la figure emblématique du film *La Piscine* a eu, en août 2019, un accident vasculaire cérébral, ainsi qu'une hémorragie cérébrale qui ont fortement inquiété ses proches. À la suite de cela, Alain Delon avait été hospitalisé à l'hôpital parisien de la Salpêtrière, puis transféré dans un établissement situé en Suisse. S'en était suivie une longue période de convalescence. En mars dernier, le plus jeune fils de l'acteur avait accordé une interview à Audrey Crespo-Mara, dans le cadre de l'émission *Sept à huit* sur TF1. Le jeune homme de 27 ans, vu dans la série *Grand Hôtel*, avait révélé avoir eu "très peur de le perdre".

Bouillon de culture

Noel Clarke

Les Bafta, les récompenses du cinéma britannique, ont suspendu vendredi l'acteur et producteur britannique Noel Clarke, visé par des accusations de harcèlement et d'agressions sexuelles qu'il conteste tout en admettant vendredi n'avoir pas réalisé les conséquences de ces actes. "À la lumière des accusations" formulées à l'encontre de l'acteur de *"Star Trek"*, l'académie des Bafta a "pris la décision de suspendre immédiatement et jusqu'à nouvel ordre" son appartenance et le prix pour sa contribution au cinéma britannique qui lui avait été décerné pendant la dernière cérémonie, a-t-elle annoncé dans un communiqué.

Selon le quotidien *The Guardian* jeudi, 20 femmes qui ont eu affaire à l'acteur et producteur de 45 ans l'accusent de harcèlement sexuel, d'attouchements et d'autres comportements inappropriés entre 2004 et 2019.

Dans une déclaration vendredi, sa deuxième depuis qu'il a éclaté cette affaire, Noel Clarke a "nié avec véhémence" tout "acte pénalement répréhensible". "Certains de mes actes ont affecté des personnes d'une manière que je n'avais pas prévue ou réalisée", a-t-il poursuivi, leur expliquant qu'il est "désolé".

Il a ajouté qu'il allait chercher "une aide professionnelle" au sujet de son comportement "et changer pour le mieux".



Plaidoyer pour la promotion des ciné-clubs dans les établissements scolaires



Les participants à un webinaire ont souligné, vendredi, la nécessité de favoriser la création des ciné-clubs au sein des établissements éducatifs et universitaires, pour initier les jeunes à l'analyse de l'image et développer chez eux l'esprit critique.

Des cinéastes du Maroc, de Tunisie et d'Espagne, ayant participé à cette rencontre à distance sur "le ciné-club dans les établissements éducatifs, réalités et perspectives", ont passé en revue l'expérience des ciné-clubs dans les écoles et les universités ainsi que les défis auxquels ils ont été confrontés depuis la phase de création.

Intervenant à cette occasion, le directeur de l'Académie régionale de l'éducation et de la formation (AREF) de Fès-Meknès, Mohcine Zouak, a mis l'accent sur l'importance du partenariat signé, en avril dernier, entre l'AREF et la Fédération nationale des ciné-clubs du Maroc, à l'occasion de la 19^e édi-

tion du Festival national du film éducatif.

Cette convention de partenariat, a précisé M. Zouak, vise à soutenir les ciné-clubs dans les établissements éducatifs de la région de Fès-Meknès, à promouvoir la culture cinématographique, soutenir et développer l'esprit critique et le talent artistique chez les étudiants ainsi que leurs capacités en communication.

Le critique Youssef Ait Hamou s'est attardé, lui, sur les difficultés dont pâtissent des ciné-clubs, déplorant que la tendance actuelle favorise une consommation accrue des écrans, une utilisation excessive des réseaux sociaux et un désintérêt grandissant des générations actuelles aux films et à la lecture.

Aux années 1970, c'était l'école qui allait à la recherche du cinéma, notamment après la création de la fédération nationale des ciné-clubs du Maroc, ce

qui a permis aux étudiants de développer leur esprit critique, a rappelé, de son côté, le réalisateur Azelab Alaoui Lamhazri, revenant sur l'expérience de la création de ces clubs au sein des établissements scolaires à la fin des années 1990 à l'initiative du ministère de l'éducation nationale.

Quant au réalisateur tunisien Mahmoud Jemni, il a estimé que le jeune spectateur aime l'image, d'où la nécessité d'impliquer les élèves dans la création de projets cinématographiques au lieu de les considérer comme de simples spectateurs.

Le réalisateur espagnol, Julio Lamanía, a exposé, lui, l'expérience de la fédération des ciné-clubs en Catalogne, notamment en ce qui concerne la formation et l'encadrement des élèves, estimant que le travail avec cette catégorie de personnes nécessite une attention particulière quant à la nature des films présentés.

Mots flechés

Par Abou Salma

JEU X & LOISIRS

PENSE-BÊTE	CHOUÏA	LETTRES D'OSLO	NUÉE	RÈGLE PLATE	JUGE	AVIVE	LIT TOUT BAS	LIEU DE DÉLICES	AUTOUR
DÉFROQUÉ						PIED DE VIGNE			
OPPOSÉ À ENTRÉE						POÈME LYRIQUE			
				RAYER PARTIE DU CORPS					
AFFLITA	GAZ RARE	DIAPHRAGME				QUARTIER DE TANIS			
DISPENSÉE						VOYELLES SYMBOLE DU XENON	DE BAS EN HAUT COMBLE	PRONOM PERSONNEL	
DÉMONSTRATIF		COLÈRE	PAMPHLET	PARTIE DE L'INTESTIN GRÈLE		DEUXIÈME VERTÈBRE DU COLI			
RASSEMBLER						PREMIÈRE DAME TRÈS COURT			
ÉTHIQUE					EN ABRÉGÉ LETTRES DE SANG	QUELCONQUE OISEAU ÉCHASSIER		ÂGES	
PIGE	INDISPENSABLE RÉCUSA								
		ROMAINS	POSSESSIF PRONOM			NOTA BENE POSSESSIF		NOTE	
RÉFACTAIRE AUX MALADIES					CACHER				
A L'ENVERS-MÉLANGEA					TOMBES				

Solution mots flechés d'hier

INTERIM	ETROF	EPOUSE	TAIE	GOUTTE	DE	COUCOU	CONCOURS	NIT	MISSON	U
TRANCHEES	AR	FERRAI	LEUR	APC	D	VALÉRY	ROUSSEAU	LU	S	TU
POOLS	ES	LES	GIRON	DER	IS	SUEUR	ER	OVES	ES	ES
OU	TALONS	ANE	ER	NU						

Directeur de la Publication et de la Rédaction
Mohamed Benarbia

Secrétaire général de la Rédaction
Ahmed Saâdi

Rédaction
Mohamed Bouarab
Hassan Bentaleb
Alain Bouithy
Mourad Tabet
Wafaa Mejdoubi
Mehdi Ouassat
Chady Chaabi

Responsable des ressources humaines
Atika Rachdi

Directeur artistique
Fouad Ezzafir

Service technique
Khadija Sabi (Responsable)
Meryem Warrach
Myriem Rehane
Khadija Halafi
Hafid Bouzarouata
Mariama Farki
Elkandoussi Elmardi

Révision
Abdelmoumeïn Warrach

Secrétariat
Asmaa Tabaa

Photographe
Ahmed Laaraki

Correspondants
Ahmadou El Katab (Laâyoune)
Abdelali khallad (Essaouira)

Collaborateurs
Chouaib Sahnoun
Khalil Benmouya

Adresse de la Rédaction
33, Rue Amir Abdelkader
B.P. 2165 - Casablanca Maroc

E-mail:
Libération@libe.ma
Téléphone:
0522 61.94.04
0522 62.32.32
Fax de la rédaction:
0522 62.09.72

Service annonces et publicité
E-mail:
annoncesliberation@libe.ma

Youssef El Gahs
Mouna El Youssoufi
Loubna Baghdadi
Latifa Moutib
Rkia Ait Dahman
Siham Zatter
Fadwa Choukri

44, Avenue des E.A.R
3ème Etage - Casablanca
Tél: 0522 31.00.62
Fax: 0522 31.28.10

Imprimerie
Les Editions Maghrebines

Distribution
SAPRESS
Dossier de PRESSE
130/64

Site web:
www.libe.ma

Journal Libération
Libération Maroc

www.ojd.ma
2017

Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

ORIZONTALEMENT

- 1. Universel.
- Commencera à râler.
- Prépara les mistelles - Symbole
- theux.
- Firent en sorte d'éviter un danger.
- Enfin là ! - Ouvre le magasin - Type
- boîte.
- Son état est critique.
- Parfums du large - La moitié de la
- mitié de tonton.
- Virer les moutons.
- Refaire.
- Boîte.

VERTICALEMENT

- 1. Femme oiseau ?
- 2. Tête de mort - Connue à Bercy.
- 3. Sortent souvent en été - Pronom.
- 4. Ce V n'est pas lui qui irait voter - Battus
- à l'envers.
- 5. Mesure lointaine - Sortie.
- 6. Cote - Politesse.
- 7. La moitié de la moitié de pépé - Travail-
- ler dans l'irrégulier.
- 8. Ecossais - Un lit en vrac.
- 9. Peuvent être polis même s'ils sont mal
- élevés - Pour faire des jeux de balles.
- 10. Bruit.

Solution mots croisés d'hier

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I	E	T	I	Q	U	E	T	T	E
II	T	R	O	U	B	L	E	E	S
III	R	E	N	A	U	L	T		S
IV	A	M	I	S			I	E	N
V	N	A	S	I	Q	U	E		R
VI	G		E	S			Q		E
VII	L	A	S		S	E	L	L	E
VIII	E	X		D	E	B	I	L	E
IX	R	E	B	E	C		T	E	S

Grilles de sudoku

Facile

6			2	5	4	9		
7	9			1	6	8		
								6
		9			1	2	3	
8		6	9		7	5		4
	3	4	5			6		
9								
		1	7	6			5	9
		3	1	9	8			2

Moyen

				5				
				4	9	6	8	
		6		1		4	3	
	9							6
8	3	9	7	4	5	1		
1								9
	6	2		3		7		
	5	1	7	2				
			4					

Difficile

	7	1	2					3
				3		4		1
			7				8	
8				2				
	2		5	1	6			3
				4				6
	4				5			
6		2		9				
7					2	8	9	

Expert

5					4	2		
1				2				3
	9							5
			4					
8		5	1	9	6	3		2
					5			
4								6
	3			7				9
		7	3					8

Rappel des règles

Remplir chaque carré de 9 cases par des chiffres allant de 1 à 9. Aucun de ces chiffres ne doit apparaître deux fois dans la même case, la même ligne ou la même colonne.

Solution sudoku d'hier

Facile

2	3	7	8	1	9	5	6	4
1	9	5	4	6	7	3	8	2
4	6	8	2	3	5	1	7	9
8	5	3	1	2	6	4	9	7
6	1	9	7	8	4	2	5	3
7	2	4	5	9	3	6	1	8
5	4	1	9	7	2	8	3	6
9	8	6	3	4	1	7	2	5
3	7	2	6	5	8	9	4	1

Moyen

2	7	5	9	6	8	1	3	4
3	4	6	5	1	2	7	8	9
9	8	1	3	4	7	5	6	2
8	1	7	6	5	4	2	9	3
6	3	4	7	2	9	8	1	5
5	9	2	1	8	3	6	4	7
7	5	8	4	9	6	3	2	1
4	6	3	2	7	1	9	5	8
1	2	9	8	3	5	4	7	6

Difficile

4	7	3	6	1	9	2	5	8
8	1	6	5	3	2	9	4	7
5	9	2	7	4	8	6	1	3
6	2	8	3	5	1	7	9	4
7	3	1	9	6	4	5	8	2
9	4	5	2	8	7	1	3	6
1	8	9	4	7	6	3	2	5
3	6	4	1	2	5	8	7	9
2	5	7	8	9	3	4	6	1

Expert

7	2	5	6	1	4	9	8	3
9	8	6	2	3	7	5	1	4
1	4	3	5	8	9	6	7	2
3	7	9	1	4	8	2	5	6
6	1	2	3	7	5	4	9	8
4	5	8	9	6	2	7	3	1
5	6	7	8	2	3	1	4	9
8	9	1	4	5	6	3	2	7
2	3	4	7	9	1	8	6	5

Le cheval de Przewalski, symbole de la nouvelle vie à Tchernobyl

Sur une route forestière, un couple et son poulain aux crinières hérissées observent une rare voiture passer. Ce sont des chevaux de Przewalski, espèce menacée qui prospère dans une région pour le moins improbable: Tchernobyl.

"C'est le symbole de la zone d'exclusion", dit à l'AFP Denys Vychnevsky, chef du département scientifique de la réserve naturelle créée sur ce territoire il y a cinq ans.

Théâtre d'un terrible accident nucléaire à l'époque soviétique dont on marquera les 35 ans ce lundi, la région entourant la centrale a été évacuée.

Villes, champs et forêts ont été abandonnés. Au total, plus de 2.200 km² dans le nord de l'Ukraine et 2.600 km² dans le sud du Bélarus sont de facto des régions impropres à la vie humaine.

Avec le temps, la nature a donc reconquis le terrain: les routes se rétrécissent, dévorées par les herbes folles, des maisons disparaissent dans les zones boisées.

Dans la ville de Pripjat, voisine de la centrale, les arbres poussent sur et au travers des immeubles de béton gris, décorés de glorieuses fresques et emblèmes soviétiques décrépits.

Surtout, des animaux sauvages prolifèrent, notamment des espèces rares, comme si la radioactivité était moins dangereuse pour leur survie que la présence des humains.

On y recense lynx, élans, pygargues à queue blanche, parfoi-

même des ours... Mais le cheval Przewalski est incontestablement le plus exotique.

Dernier cheval sauvage au monde, cet animal, plus petit que ses congénères domestiques mais fort et résilient, doit son nom à l'explorateur russe Nikolai Przewalski qui l'avait découvert dans le désert mongol de Gobi en 1879.

Victime de la chasse et de la réduction de son territoire, il avait complètement disparu de son habitat naturel en Asie au milieu du XXe siècle.

Mais des efforts des scientifiques ont permis de restaurer l'espèce à partir d'une douzaine de bêtes qui vivaient dans des zoos et leur population globale compte aujourd'hui quelque 2.700 animaux.

En 1998, une trentaine d'individus ont été relâchés à Tchernobyl dans le cadre d'une expérience scientifique visant à réintroduire dans cette zone une espèce de cheval similaire à celle autochtone mais désormais éteinte.

Etalons et juments sont restés et se sont reproduits. A ce jour, les biologistes dénombrent environ 150 têtes dans la partie ukrainienne de la zone et une soixantaine au Bélarus. Soit 8% de la population mondiale, un millier de bêtes ayant aussi été réintroduits en Mongolie, en Chine et en Russie.

Le groupe ukrainien pourrait à terme grossir jusqu'à 300, voire 500 animaux, espère le zoologue Serguïi Jyla, notant le rôle environnemental clé de ces grands consommateurs d'herbe dans la



préservation de la biodiversité.

Après avoir subi de nombreux croisements avec des chevaux domestiques, les animaux de Tchernobyl ne sont cependant pas utilisés pour la reproduction de l'espèce, explique à l'AFP Maryna Chkvyria, zoologue en chef du zoo de Kiev.

"C'est une réserve, telle une arche de Noé" qui pourra servir en cas d'une brusque chute de la population mondiale des bêtes, souligne-t-elle.

Pour les scientifiques, le succès

de ce cheval est une source d'inspiration permettant de voir dans la catastrophe de Tchernobyl autre chose qu'une tragédie provoquée par l'homme.

"Paradoxalement, (la région) est une fenêtre d'opportunité unique pour la préservation de la biodiversité", dit M. Vychnevsky, le responsable de la réserve naturelle.

Comme les chevaux prospèrent sans la moindre interférence humaine et malgré la pollution radioactive, l'expérience pourrait a priori être étendue à d'autres es-

pèces menacées.

Selon Denys Vychnevsky, un candidat potentiel est le bison d'Europe. L'idée de son introduction à Tchernobyl fait l'objet de discussions avec l'ONG de défense des animaux WWF.

"On va pouvoir recréer le paysage qui existait avant le début de l'exploitation intense de cette région par l'homme" il y a 200 ou 300 ans, dit-il rêveur. D'autant que selon les autorités, les humains ne pourront pas y vivre en sécurité avant 24.000 ans.

Citations

"Un soldat doit être prêt à mourir pour sa patrie, même au péril de sa vie"

Henri Monnier

"Que l'on meurt gros ou maigre, la différence, c'est pour les porteurs"

Peter Ustinov

"Il faut choisir, dans la vie, entre gagner de l'argent et le dépenser; on n'a pas le temps de faire les deux"

Edouard Bourdet

"Il y a des femmes qui n'aiment pas faire souffrir plusieurs hommes à la fois, qui préfèrent s'appliquer à un seul : ce sont les femmes fidèles"

Alfred Capus

Ecouter de la musique calme avant le coucher améliore le sommeil

Écouter de la musique apaisante est souvent recommandé comme moyen de se détendre avant d'aller se coucher. Eh bien, selon une nouvelle étude, écouter de la musique apaisante pendant au moins une demi-heure avant de se coucher peut faire la différence.

Des chercheurs de l'hôpital universitaire national Cheng Kung de Taïwan ont combiné les résultats d'études impliquant plus de 280 participants pour comprendre l'effet que l'écoute de musique peut avoir sur la qualité du sommeil chez les adultes de plus de 60 ans.

Ils ont constaté que les personnes qui écoutaient de la musique apaisante avec un tempo lent de 60 à 80 battements par minute

dormaient mieux que celles qui écoutaient de la musique rythmée.

En outre, l'écoute de musique apaisante pendant 30 minutes à une heure avant le coucher avait également un impact sur la qualité du sommeil.

"La musique apaisante peut améliorer le sommeil en ralentissant votre rythme cardiaque et votre respiration, et en abaissant votre pression artérielle. Ceci, à son tour, contribue à réduire vos niveaux de stress et d'anxiété. Les chercheurs ont également appris que l'écoute de musique pendant plus de quatre semaines améliore mieux la qualité du sommeil que l'écoute de musique pendant une période plus courte", estiment les

scientifiques.

Et bien que l'équipe n'ait pas déterminé quel type de musique apaisante améliorerait le plus le sommeil, elle a insisté sur le fait qu'il n'y a aucun mal à écouter de la musique classique ou du piano doux le soir.

"Si vous avez des problèmes de sommeil, écouter de la musique peut être un moyen sûr, efficace et facile de vous aider à vous endormir et à rester endormi. Elle peut également réduire votre besoin de médicaments pour vous aider à dormir", ont-ils conclu.

Les résultats complets de l'étude ont été publiés dans le Journal of the American Geriatrics Society.



L'aide internationale continue d'arriver en Inde *New Delhi reste confinée*



L'aide internationale continuait dimanche d'arriver en Inde, où la vaccination a été étendue à tous les 600 millions d'adultes, malgré la pénurie de vaccins, face à des niveaux record de contaminations au Covid-19.

En première ligne face à la pandémie avec le Brésil, l'Inde a répertorié samedi 401.993 nouvelles contaminations sur les dernières 24 heures, un record mondial, a annoncé le ministère de la Santé.

Au total, plus de 151 millions de personnes ont été contaminées dans le monde depuis fin 2019, dont plus de 3,18 millions sont décédées, selon un bilan de l'AFP samedi.

Sur le seul mois d'avril, l'Inde a détecté environ sept millions de nouvelles infections. 3.523 décès ont été enregistrés officiellement samedi sur la journée écoulée, portant le total à 211.853 décès. Mais les experts estiment que les chiffres réels sont beaucoup plus élevés.

L'aide médicale internationale, annoncée par plus de 40 pays, a commencé à parvenir cette semaine.

Un avion militaire américain transportant plus de 400 bouteilles d'oxygène et un million de tests de dépistage du coronavirus avait atterri vendredi à New Delhi. Un avion allemand avait suivi samedi.

Dimanche matin, c'est un appa-

reil français qui s'est posé dans la capitale indienne avec 28 tonnes d'équipement médical, dont huit générateurs d'oxygène de grande capacité, pouvant chacun alimenter en continu un hôpital indien de 250 lits, selon les autorités françaises. "L'Inde nous a aidés l'année dernière dans les hôpitaux français, quand les besoins en médicaments étaient énormes. Le peuple français s'en souvient", a déclaré dimanche Emmanuel Lenain, l'ambassadeur de France en Inde.

Dans l'immense pays de 1,3 milliard d'habitants, plusieurs Etats ont prévenu qu'ils étaient à court de vaccins.

Jusqu'à présent, environ 150 millions de vaccins ont été administrés, ce qui représente 11,5% de la population, et à peine 25 millions d'Indiens ont reçu leurs deux doses.

Pour tenter d'alléger la pression sur les services de santé, les autorités de New Delhi ont annoncé la prolongation d'une semaine du confinement, qui devait s'achever lundi, dans la mégapole de 20 millions d'habitants, où les tests montrent un taux de positivité de presque 33%.

Les hôpitaux de la ville, submergés, manquent de lits, de médicaments et d'oxygène. Des malades meurent devant les établissements sans pouvoir être soignés. Nombre de cimetières de New Delhi sont

désormais pleins et les crématoriums fonctionnent en continu, brûlant parfois des corps sur des terrains vagues ou des parkings.

Le conseiller médical de la présidence américaine, Anthony Fauci, a recommandé l'instauration immédiate d'un confinement national de plusieurs semaines, option face à laquelle le gouvernement du Premier ministre Narendra Modi se montre réticent. "Si vous le faites juste pour quelques semaines, vous pourriez avoir un impact significatif sur la dynamique de l'épidémie", a déclaré le Dr Fauci.

Comme de nombreux autres pays, le Nigeria a annoncé dimanche restreindre l'accès à son territoire aux voyageurs venant d'Inde, mais aussi du Brésil et de la Turquie, également très touchés par une flambée épidémique.

A l'échelle mondiale, l'Amérique latine est également frappée de plein fouet, à commencer par le Brésil - où la vaccination n'a toujours pas décollé - qui a enregistré samedi 2.656 nouveaux décès.

Au total, le pays de 212 millions d'habitants déplore au moins 406.437 morts, ce qui en fait le deuxième plus endeuillé au monde derrière les Etats-Unis (plus de 576.000 morts).

L'Equateur a aussi terminé le mois d'avril sur un record mensuel (plus de 53.000 nouveaux cas).

Alors que le pape François a

lancé samedi un "marathon de prières" - qui sera relayé par 30 sanctuaires à travers le monde - pour la fin de la pandémie, l'Europe et les Etats-Unis espèrent la laisser derrière eux d'ici l'été, grâce à l'accélération de la vaccination.

Cent millions de personnes sont entièrement vaccinées contre le coronavirus aux Etats-Unis, ont annoncé vendredi les autorités sanitaires, saluant une "étape majeure".

Certains pays européens assouplissent de leur côté les restrictions, espérant relancer leurs économies plombées par les mesures sanitaires.

Le Portugal a ainsi rouvert samedi sa frontière avec l'Espagne et entamé la dernière phase de son déconfinement entamé à la mi-mars.

La Pologne a également commencé samedi la levée progressive de ses restrictions, comme en Ukraine, où centres commerciaux, restaurants et salles de sport ont rouvert leurs portes, avant les écoles mercredi.

En revanche, en Russie, pays parmi les plus touchés au monde - selon ses statistiques de surmortalité qui ne correspondent pas aux chiffres officiels de mortalité Covid -, 10 jours fériés ont été décrétés pour lutter contre un regain épidémique, du 1er au 10 mai.

Les restrictions de déplace-

ments continuaient à susciter des protestations, notamment en Europe et sur le continent américain.

Au Canada, des dizaines de milliers de manifestants - 30.000, selon Radio-Canada - ont défilé samedi à Montréal pour dénoncer les mesures sanitaires, dont le masque obligatoire en cas de rassemblement à l'extérieur ou le couvre-feu local.

Et à Bruxelles, la police belge est intervenue en force samedi pour disperser plusieurs milliers de personnes venues "faire la fête" dans un parc malgré l'interdiction des autorités. "On est là pour défendre notre liberté. Le masque? Non, je n'en porte plus, je veux être libre", a expliqué un lycéen de 18 ans.

A Helsinki, la police finlandaise a arrêté une cinquantaine de participants à une manifestation de quelques centaines de personnes.

Au Brésil, plusieurs centaines de manifestants s'étaient donné rendez-vous à Rio de Janeiro avec des banderoles réclamant une "intervention militaire" pour renforcer les pouvoirs du président Jair Bolsonaro. Il y a deux semaines, ce dernier avait déclaré attendre "un signe du peuple" pour "prendre des mesures" afin de mettre un terme aux restrictions prises localement par les maires ou les gouverneurs pour tenter d'endiguer la propagation du coronavirus.

Des personnalités et des Ong dénoncent "le recours obsessionnel à la répression" en Algérie

Des dizaines de personnalités algériennes, dont des syndicalistes, avocats, médecins, ingénieurs et journalistes, ainsi que des représentants de partis politiques, de ligues des droits de l'Homme et de collectifs universitaires et étudiants ont dénoncé, samedi, "le recours obsessionnel à la répression" en Algérie.

Tout en dénonçant "la guerre déclarée contre le peuple algérien" par le pouvoir en place, les signataires d'une Déclaration rendue publique à Alger ont souligné que "le recours obsessionnel à la répression n'a pas stoppé depuis deux ans la marche du peuple algérien vers le changement démocratique pacifique".

Ils ont appelé "à la libération de tous les détenus politiques, à la cessation des poursuites et au rétablissement de tous les droits et libertés garantis par la Constitution et par les conventions internationales signées par l'Algérie". "Les Algériens subissent depuis plusieurs semaines une des pires escalades de la répression contre leurs droits et libertés", lit-on dans cette Déclaration signée par plus de 300 personnalités.

Ces personnalités ont dans ce sens lancé un appel à la cessation de "cette offensive sécuritaire et judiciaire pour les empêcher de s'exprimer, de revendiquer, de manifester, de s'organiser, de faire grève, de rendre compte dans les médias et les réseaux sociaux, d'exister en tant que citoyens" et qui "est en train de prendre les allures d'une guerre ouverte contre le peuple algérien".

Cette guerre déclarée "n'épargne personne, touche toutes les catégories sociales et toutes les régions du pays", ont-elles déploré.

Elles ont regretté le fait qu'"elle invente des illusoirs complots terroristes pour justifier le retour aux pratiques les plus détestables de l'arbitraire (enlèvement, perquisi-



tion, mise au secret)", alors que "la torture se banalise à nouveau" et "les violences policières se généralisent".

La Déclaration a souligné que "rien ne peut justifier qu'un gouvernement traite avec une telle brutalité les citoyens de son pays" à savoir "ni son impuissance face à la crise économique, ni son entêtement à tenir un agenda électoral rejeté par l'immense majorité du peuple, ni le naufrage de son calendrier vaccinal contre la pandémie".

Selon les signataires de ce document, "le refus depuis deux ans d'accéder aux revendications du Hirak populaire pacifique en faveur

d'un changement vers la démocratie enfonce le pouvoir de plus en plus dangereusement dans une aventure sécuritaire au très lourd prix" mettant de la sorte le pays "au ban des Nations pour son mépris des droits fondamentaux de l'Homme".

Dans le même ordre d'idées, ces citoyens et organisations signataires de cette déclaration appellent à "l'arrêt immédiat de cette inacceptable agression contre l'intégrité physique et morale des Algériens", et rendent les autorités algériennes "responsables des conséquences funestes de cette dérive répressive" et prennent à témoin "les opinions

nationale et internationale".

L'Algérie a enregistré ces dernières semaines, à quelques mois des élections législatives, une recrudescence de la répression et des interpellations des manifestations.

Plusieurs manifestants, activistes et journalistes ont été entraînés devant les tribunaux cette semaine. Si certains d'entre eux ont été libérés sans poursuites judiciaires entamées à leur encontre, d'autres ont été placés sous contrôle judiciaire, comme c'est le cas du journaliste Saïd Boudour et de l'opposant Karim Tabbou, ou en détention provisoire.

Cette vague de répression sans

précédent a été dénoncée par plusieurs organisations algériennes et internationales dont la Ligue algérienne de Défense des Droits de l'Homme (LADDH) qui a exprimé son inquiétude devant "l'escalade de la répression qui vise toutes les voix de l'opposition et du Hirak".

Le Hirak, ce mouvement de protestation de grande ampleur qui a chassé le président algérien Abdelaziz Bouteflika du pouvoir après 20 ans de règne sans partage, avait repris le 22 février dernier après près d'une année de suspension pour cause de la pandémie de Covid-19 qui sévit en Algérie et dans le monde entier.

La Corée du Nord juge "fallacieuse" la diplomatie américaine

La Corée du Nord a jugé "fallacieuse" la diplomatie américaine dimanche, rejetant l'idée de discussions avec Washington, a rapporté l'agence de presse officielle nord-coréenne.

Ces propos interviennent après que l'administration américaine a déclaré que le président Joe Biden était favorable à une approche "ouverte à la diplomatie" avec la Corée du Nord sur la dénucléarisation.

La diplomatie a constitué pour les Etats-Unis une "pancarte fallacieuse" destinée à "couvrir leurs actes hostiles", a

indiqué le ministère nord-coréen des affaires étrangères, dans un communiqué diffusé par l'agence KCNA. Il a également révenu le président américain Joe Biden qu'il avait commis une "grosse bêtise" avec sa position "dépassée" envers le pays.

Dans une déclaration séparée, également publiée par KCNA, le ministère a accusé le président américain d'avoir insulté Kim Jong-Un, ajoutant : "Nous avons suffisamment averti les Etats-Unis pour comprendre qu'ils seront lésés s'ils nous provoquent."

Mercredi, Joe Biden avait af-

firmé face au Congrès qu'il utiliserait "la diplomatie tout autant qu'une dissuasion sévère" pour contenir les ambitions nucléaires de Pyongyang.

La politique américaine verra "une approche calibrée, pratique, ouverte à la diplomatie" avec la Corée du Nord, avait dit vendredi à la presse Jen Psaki, porte-parole de la Maison Blanche. "Notre objectif reste la dénucléarisation complète de la péninsule coréenne", a-t-elle rappelé.

Plaidant pour une approche "réaliste" par voie diplomatique, en étroite consultation avec la

Corée du Sud et le Japon, elle est restée évasive sur de possibles initiatives à l'étude, tout en prenant ses distances avec les précédentes administrations. "Notre politique ne sera pas centrée sur la recherche d'un grand accord", a-t-elle souligné, marquant nettement la différence avec l'approche de Donald Trump. "Mais elle ne s'appuiera pas non plus sur la patience stratégique", a-t-elle ajouté, en référence à une expression utilisée durant la présidence de Barack Obama.

Le 21 avril, le président sud-coréen Moon Jae-in a appelé Joe

Biden à relancer les négociations avec Pyongyang. "Le plus important pour les deux gouvernements est d'avoir une volonté de dialogue et de s'asseoir face à face le plus vite possible", a indiqué M. Moon, qui est attendu le 21 mai à la Maison Blanche pour y rencontrer le président américain.

Les négociations entre les Etats-Unis et la Corée du Nord sont à l'arrêt depuis l'échec du deuxième sommet entre Donald Trump et Kim Jong Un à Hanoï, en février 2019 et Pyongyang a repris ses tests de missiles.

Le service militaire, une arme redoutable contre l'opposition russe

De son passage sous les draps, Rouslan Chaveddinov garde un souvenir amer : pendant un an, cet opposant russe a été contraint de servir sur l'archipel de Nouvelle-Zemble, en Arctique, au milieu des ours polaires. "Ils m'ont expédié le plus loin possible", résume ce proche d'Alexei Navalny, le leader d'opposition dont l'empoisonnement puis l'emprisonnement ont suscité une crise entre Moscou et l'Occident.

Seule consolation : Rouslan Chaveddinov a appris pendant son service à ne plus craindre les ours qui rodaient autour du poste isolé, uniquement accessible par hélicoptère, où il était cantonné avec quatre soldats. "Un ours m'a poursuivi une fois. Finalement, il n'était pas agressif car je le nourrissais", explique à l'AFP le militant de 25 ans.

En Russie, plus de 250.000 hommes de 18 à 27 ans font chaque année leur service militaire, passé en 2008 de deux à un an, ce qui a permis de réduire le bizutage, même si des violences persistent.

De nombreux Russes réussissent à s'en soustraire pour raison médicales ou parce qu'ils étudient, mais aussi en ignorant les convocations ou en payant des pots-de-vin.

Pour les opposants, en revanche, c'est souvent plus compliqué. Et ils affirment que le service militaire a rejoint l'arsenal du pouvoir pour les faire taire.

Rouslan Chaveddinov avait subi des pressions et deux perquisitions fin 2019, alors que son équipe venait de coordonner des manifestations à Moscou et lançait une stratégie pour contrer le parti de Vladimir Poutine aux élections locales.

C'est alors qu'il est mobilisé dans l'armée en dépit, dit-il, de "contre-indications médicales". Ses appels sont déboutés. Le 23 décembre 2019, des policiers découpent la porte de son appartement et le conduisent menotté dans le Grand Nord. "Je n'imaginai pas que la Russie reprendrait sa pratique d'exiler des personnalités politiques", relève-t-il, dénonçant une



volonté "d'apeurer" la jeunesse.

Pendant son service, il n'a jamais eu accès à un téléphone portable et a dû correspondre avec ses proches via des lettres mettant des semaines à arriver.

Il fait partie des trois collaborateurs d'Alexei Navalny envoyés contre leur gré à l'armée ces cinq dernières années. Quatre autres ont été poursuivis pour "manquement" à leurs obligations militaires.

Défenseur des droits humains, Oleg Kozlovski, 36 ans, avait été mobilisé en 2007 alors qu'il disposait d'une excuse médicale et que ses études l'exemptaient. "Mon cas était un précédent dangereux. Maintenant ces méthodes sont utilisées inlassablement", regrette cet employé de l'ONG Amnesty International.

"C'est un châtiement sans crime, un moyen d'isoler", poursuit Oleg Kozlovski, notant que les autorités y ont recours quand "fabriquer des poursuites judiciaires ou trouver des motifs réels est compliqué ou impossible".

Il estime que les cas d'activistes connus envoyés à l'armée ne sont que le "sommet de l'iceberg". Parallèlement, des manifestants interpellés sont régulièrement soumis à une "vérification" de leur situation militaire.

En 2019, les enquêteurs russes avaient ainsi identifié "134 cas de soustraction à l'armée" parmi des protestataires arrêtés à Moscou. Des contrôles similaires ont été ordonnés après les rassemblements pro-Navalny en janvier et février.

Sollicité sur ce point, le ministère

russe de la Défense n'a pas répondu aux demandes de commentaires de l'AFP.

A une centaine de kilomètres de Saint-Petersbourg, à Louga, Margarita Loudina s'indigne des convocations qui viennent de recevoir ses fils de 24 et 20 ans, Robert et Rostislav. Pour elle, tout est lié à "ses activités politiques". Partisane d'Alexei Navalny, Mme Loudina a été frappée par la police en janvier lors d'un meeting. Le cas a été médiatisé, elle a dénoncé publiquement son agression et porté plainte. "C'est une pression, de l'intimidation et du harcèlement pour que je parle moins", assure cette femme de 54 ans qui refuse que ses enfants, dont l'un est diabétique, soient envoyés à l'armée, "une école d'esclavage".

Même si les troupes russes se sont fortement professionnalisées ces dernières années, la conscription perdure pour des raisons budgétaires, mais aussi culturelles dans un pays longtemps très militarisé.

Dans l'Altai, en Sibérie, Vsevolod Goumkov, un militant de 19 ans, tient malgré tout à y échapper. Après avoir subi des pressions pour son engagement dans l'opposition, il a été mobilisé à l'automne dernier et l'a évité de justesse. "J'ai immédiatement contesté la décision de la commission militaire", ce qui l'a annulée, indique-t-il.

La conscription a repris en avril après la pause hivernale et il a été convoqué à nouveau pour des examens. Il n'est pas encore formellement mobilisé mais pour lui, pas de doute, "les ennuis continuent".

Importante manifestation à Montréal contre les restrictions sanitaires

Des dizaines de milliers de manifestants ont défilé samedi autour du stade olympique de Montréal, qui abrite l'un des principaux centres de vaccination du Québec, pour dénoncer les mesures sanitaires imposées afin de contrer la troisième vague de la pandémie au Canada. "Non au masque", "Non au couvre-feu", "Non au passeport sanitaire", proclamaient plusieurs banderoles tout au long du cortège, encadré par une imposante présence policière, selon des journalistes de l'AFP sur place.

La police de Montréal se refuse à chiffrer le nombre de ma-

nifestants. Selon les estimations concordantes de plusieurs médias, le cortège a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes, 30.000 selon la chaîne Radio-Canada, soit la plus importante manifestation anticonfinement de ces derniers mois au Québec.

Les manifestants, pour la plupart non masqués et peu soucieux des mesures de distanciation, jugent "injustifiées" les restrictions sanitaires imposées par le gouvernement québécois. Ils dénoncent notamment le port du masque obligatoire en cas de rassemblement à l'extérieur ou l'imposition d'un couvre-feu provincial depuis début janvier.

Ce couvre-feu, mesure inédite au Canada à l'échelle d'une province depuis l'épidémie de grippe espagnole il y a un siècle, a été récemment allégé par le gouvernement centriste de François Legault. Le Québec, deuxième province la plus touchée du Canada par la pandémie, impose également un confinement dans plusieurs régions.

"Nous on demande simplement la fin des mesures sanitaires", a expliqué à l'AFP Daniel Pilon, qui se présente comme l'un des co-organisateurs de la manifestation. Il dément que la manifestation ait eu lieu près du stade olympique pour perturber la cam-

pagne de vaccination. "On est pas anti ou pro-vaccins, on est pro-choix", a-t-il fait valoir.

Selon lui, les restrictions ont fait grimper le nombre de suicides et de faillites au Québec. Les dommages collatéraux (des mesures sanitaires) sont beaucoup plus gros que les dommages collatéraux créés par la Covid", estime-t-il.

Quelques manifestants ont été interpellés au début de la marche, selon un journaliste de l'AFP, puis le cortège a défilé dans une ambiance festive, au rythme des tambours.

La veille, le Premier ministre Justin Trudeau avait dénoncé la

tenu de cette manifestation, la jugeant "désolante" et contre-productive. Le gouvernement québécois a expliqué qu'elle avait entraîné des reports de rendez-vous au centre de vaccination du stade olympique, fermé pendant la manifestation. "Malheureusement, les gens qui se rassemblent pour manifester sont en train de contribuer à la prolongation de ces mesures de santé publique", avait prévenu M. Trudeau lors d'une conférence de presse.

Le Canada recensait samedi plus de 1,2 million de cas de coronavirus et 24.200 morts, dont plus de la moitié en Ontario et au Québec.

Royaume du Maroc
Ministère de l'intérieur
Province de Béni Mellal
Cercle de Kasba Tadla
Commune Territoriale Ouled Youssef

Avais d'appels d'offres ouvert
(Séance Publique)

Le 31 Mai 2021 à 10 heures, Il sera procédé au siège de la commune Ouled Youssef à l'ouverture des plis objet de l'appel d'offres sur «Offres de prix» N° 02/CTOY/2021 relatif à la location des boutiques relevant de la commune territoriale Ouled Youssef désignées comme suit :

N° de la boutique	Prix d'ouverture de l'adjudication pour chaque boutique	Caution provisoire pour chaque boutique
2 - 3 et 11	600,00	600,00

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré auprès de la commune territoriale Ouled Youssef, Il peut être téléchargé du portail des marchés publics de l'Etat www.marchespublics.gov.ma.

Le dossier d'appel d'offres peut être envoyé par voie postale aux concurrents qui le demandent dans les conditions prévues à l'article 19 du décret n°2.12.349 du 08 Joumada 1^{er} 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret N°2.12.349 du 08 Joumada 1^{er} 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau d'ordre de la commune Ouled Youssef;
- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Note : au cas cette séance est déclarée infructueuse
Une deuxième séance sera tenue le 02/06/2021.
Une troisième le 04/06/2021, Une quatrième le 07/06/2021, et ce à l'heure et lieu sus fixés.

N°3930/PA

Royaume du Maroc
Ministère de l'Équipement du Transport et de la Logistique et de l'Eau
Direction Provinciale de Casablanca

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N°16/2021

Le 27/05/2021 à 10 Heures, il sera procédé dans les bureaux de Monsieur le Directeur Provincial de l'Équipement, du Transport , de la Logistique Casablanca sis à Bd Anoual DerbGhallef Casablanca 20102 BP 1774 à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix pour :

Travaux de Signalisation Verticale relatifs à la Fourniture et Pose des panneaux de signalisation et des dispositifs de sécurité de la RN9 du PK37+797 au PK43+655 et de la RP3010 du PK7+760 au PK13+600 -Province Médiouna- Relevant de la DPETL de Casablanca.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au secrétariat de la Direction Provinciale de l'Équipement, du transport, de la Logistique de Casablanca, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma).

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : 8 000DHS(Huitmille Dirhams).
L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de :610 140.00DHS TTC (six cent dix mille cent quarante Dirhams toutes taxes comprises)

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27,29 et 31du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- ✓ Soit déposer contre récépissé leurs plis au secrétariat de Monsieur le Directeur Provincial de l'Équipement, du Transport , de la Logistique de Casablanca au Bd Anoual DerbGhallefCasablanca 20102 BP 1774
- ✓ Soit les envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité;
- ✓ Soit les remettre au président de la commission d'Appel d'Offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- ✓ soit envoyés par voie électronique conformément à l'article 6 de l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n°20-14 du 04/09/2014.

- Les entreprises installées au Maroc doivent fournir la copie certifiée conforme à l'original du certificat de qualification délivrée par les services du ministère de l'Équipement, du Transport et de la Logistique et de l'Eau à savoir :

Secteur	Qualification	Classe
Signalisation et équipements de sécurité	Travaux de signalisation verticale et équipements de sécurité	3

- Les entreprises non installées au Maroc doivent fournir le dossier technique tel que prévu par le règlement de consultation.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 5 du Règlement de Consultation.

N°3931/PA



المملكة المغربية
رئيس الحكومة
المتنوية العامة لإدارة السجون
وإعادة الإدماج

إعلان عن مباراة للتوظيف في درجة قائد مرئي ممتاز

ستتم تنظيم المتندوبية العامة لإدارة السجون وإعادة الإدماج مباراة للتوظيف 11 قائد مرئي ممتاز بمركز تليقت أو بمركز آخرى إذا اقتضت المصلحة ذلك، في التخصصات التالية:

تاريخ إجراء المباراة	عدد المناصب المخصصة	التخصص	الشهادة المطلوبة
26 ماي 2021	7	علم النفس المرضي الأكاديمي	دبلوم الدراسات العليا المعمقة أو دبلوم الدراسات العليا المتخصصة أو شهادة الماستر أو الماستر المتخصص، أو إحدى الشهادات أو الدبلومات المعادلة لها طبقا للمقتضيات النظامية الجاري بها العمل.
		علم الأعصاب الإدراكي علم النفس الشغل والتطبيقات المؤسسة السجنية وإعادة الإدماج	
	4	تدبير الموارد البشرية الاقتصاد التضامني والاجتماعي و تدبير المشاريع الترجمة التحضيرية عربية فرنسيةجليزية	

ويتمتع التعيين حسب الحاجيات، ويحتفظ ب 25% من المناصب المتبقية في شأنها لمتبرعي مكنون الأمة وقدماء المسكبين وقدماء المحاربين مع الأشخاص المتمتعين بصفة مقاوم.

شروط المشاركة :

- أن يكون المترشح (ة) من جنسية مغربية؛
- أن يكون متمتعاً بالحقوق الوطنية وذا مروءة؛
- أن يبلغ من العمر 21 سنة على الأقل و 35 سنة على الأكثر في فاتح يناير 2021 ويمكن تمديد هذا الحد من السن لعدة تعادل مدة الخدمات المدنية أو العسكرية المسجونة أو الممكن تمديد أجل القاعد من غير أن تتجاوز 40 سنة؛
- أن يكون حاصلاً على دبلوم الدراسات العليا المسجونة أو دبلوم الدراسات العليا المتخصصة أو شهادة الماستر أو الماستر المتخصص، أو إحدى الشهادات أو الدبلومات المعادلة لها طبقا للمقتضيات النظامية الجاري بها العمل في التخصصات المطلوبة المشار إليها أعلاه؛
- أن لا يكون مصاباً بمرض أو عاهة ترتب عنها ضعف في القدرة البدنية من شأنه أن يحول دون مزاولة خدمة فعالية بالتليل أو النهار، ولإسباب الإصابات المزمنة في الجهاز العصبي أو المرض، أو الاضطراب العقلي التي تتطلب علاجاً في إحدى مؤسسات الأمراض العقلية، أو كل إصابة في الحلق قد تعزل الصوت، وتعتبر التمنعة كذلك من مواقع قبول في هذه المناصب؛
- أن يتوفر على قدرة سماع جيدة؛
- أن يتوفر على قامة لا تقل عن 1,75 متر بالنسبة للذكور و 1,65 متر بالنسبة للإناث، غير أنه يمكن بصفة استثنائية قبول المترشح غير المتوفر على هذا الشرط؛
- أن يتوفر على حسن سير نسبية 17/10 على الأقل (استعمال النظار مسموح به)؛
- أن يتوفر على كفاية في العمل ضمن مصالح إدارة السجون وإعادة الإدماج لمدة لا تقل عن 8 سنوات ابتداء من تاريخ التوظيف وتزوم كل موظف ملحق بهذا الالتزام أن يجمع إلى الخيرية العامة للمملكة مجموع المبالغ والرتب التي استفاد منها خلال فترات التكوين، إضافة إلى نسبة الثمن (8/1) من كل سنة أو جزء من سنة من الخدمة غير المنجزه.

طريقة الترشيح :

- يتعين على المترشح (ة) التسجيل بالموقع الإلكتروني للمتندوبية العامة لإدارة السجون وإعادة الإدماج www.dgapr.gov.ma، مع رفع وثائق ملف الترشيح الإلكتروني كل على حدة بصيغة PDF ابتداء من تاريخ نشر هذا الإعلان إلى غاية 17 ماي 2021 على الساعة الرابعة والنصف وهو آخر أجل لرفع وثائق ملف الترشيح.

- يتكون ملف الترشيح من الوثائق التالية:
- تصريح بالكشف (مستحسن) من الموقع الإلكتروني للمتندوبية العامة وتتمتع بتعبئته وترقيعه طرف المترشح(ة) يصادق عليه من طرف السلطات المختصة؛
- نسخة من بطاقة التعريف الوطنية البيومترية؛
- نسخة من دبلوم الدراسات العليا المسجونة أو دبلوم الدراسات العليا المتخصصة أو شهادة الماستر أو الماستر المتخصص، أو إحدى الشهادات أو الدبلومات المعادلة لها طبقا للمقتضيات النظامية الجاري بها العمل (مصحوبا بنسخة من قرار المعادلة) في التخصصات المطلوبة المشار إليها أعلاه ويجب أن يكون التخصص مضمنا في الدبلوم، مرفوقا بنسخة من شهادة الإجازة ؛
- بالنسبة للدبلومات غير المدرجة باللغة الفرنسية أو العربية فيجب أن ترفق وجوبا وترجمة إلى إحدى هاتين اللغتين؛
- شهادة طبية حديثة تتضمن وجوبا تاريخ التحضير، اسم الطبيب وعلمه، وقياس الطول وحده بصير المترشح(ة)؛
- يتعين على المترشحين المتوفرين على صفة مقاوم أو مكحول الأمة أو عسكري قديم أو محارب قديم تقديم ملفات ترشيحهم وفق طريقة الترشيح أعلاه مع إرفاقها بما يليت ذلك، واستكمال المسطرة لاحقا عن طريق الإدارات المكلفة بتسيير شؤونهم.
- أما بالنسبة للمترشحين الذين يحملون صفة موظف فيجب رفع الترخيص من الإدارة المشغلة لاجتياز المباراة، تحت طائلة رفض أو الحذف من اللائحة النهائية للناخبين إذا ما تبين لاحقا عدم التصريح بصفة موظف، ويعني من هذا الترخيص الموظفون التامون للمتندوبية العامة لإدارة السجون وإعادة الإدماج شرطية رفع شهادة العمل.
- ترفض طلبات الترشيح غير المسجلة إلكترونيا، و لا المرفوعة بملف غير كامل أو التي تتضمن شهادة غير متوفرة على المعلومات المحددة أعلاه أو بها أي تشطوب.

مواد الاختبار:

المعامل	المدة	الاختبار
5	ساعتان ونصف	اختبار كتابي: يشتمل على سؤال أو أسئلة عامة أو أسئلة ذات اختيارات متعددة حول قضايا ومواضيع اجتماعية أو اقتصادية أو إدارية أو ذات صلة بالشأن السجني أو بالمهام أو الوظائف المرتبطة بالدرجة المتأري بشأنها وأنها علاقة بالتخصص والتخصصات المطلوبة.
المعامل	المدة	الاختبار
1		يضمّن تعارين رياضية لاختبار القدرة البدنية للمترشح على مزاولة المهام

- يتعين على المترشحين المدعوين لاجتياز اختبار الرياضة المحضور في الوقت المحدد مصحوبين ببطاقة التعريف الوطنية ويصطحب حياض جيت يكون من: E.C.G (Electrocardiogram) - مصحوبا بتقرير أخصائي في أمراض القلب والشرايين؛
- تحليلة (Hémoglobine Glyquée (HbA1c) -
- مع رفعها بصيغة PDF على الموقع الإلكتروني للمتندوبية العامة؛
- ولا يسمح للمتدوبين بمجازاة اختبار الرياضة إلا بعد موافقة اللجنة الطبية المكلفة بإجراء فحوصات متعلقة بالأهمية البدنية والنفسية للمتدوبين والمعملة بقرار للشعب العام لإدارة السجون وإعادة الإدماج.

ج- الاختبار الشفوي أو التطبيقي:

المعامل	المدة	الاختبار
4	في حدود 30 دقيقة	يشتمل على مواضيع مختلفة عامة وأخرى في التخصص المطلوب، أو روايات بسبب كونه تقنية لتقييم مدى قدرة المترشح على ممارسة المهام أو الوظائف المرتبطة بالدرجة المتأري بشأنها.

- يأهل لاجتياز الاختبار الشفوي أو التطبيقي المترشحين المقبولين لاجتياز كل مباراة وتواريخ إجراء هذه المباريات ابتداء من 21 ماي 2021 بالموقع الإلكتروني للمتندوبية العامة لإدارة السجون وإعادة الإدماج؛
- يعتبر نشر اللائحة النهائية للمترشحين المقبولين لاجتياز المباراة بمثابة استعانة وتعيين على المترشحين تتبع مختلف مراحل المباريات والإعلانات الخاصة بها عبر الموقع الإلكتروني،
- يمكن سحب استدعاءات المشاركة في مختلف اختبارات المباراة من الموقع الإلكتروني للمتندوبية العامة لإدارة السجون وإعادة الإدماج؛
- وليكن في علم المترشحين أن قبولهم النهائي مرتبط بنتيجة الفحص الطبي المجري من طرف اللجنة الطبية المختصة واستكمال جميع وثائق ملف التوظيف داخل الأجل المحدد، وعدم تسجيل أسمائهم بالسجل المركزي للتأديب لوزارة الوظيفة العمومية وتحديث الإدارة؛
- يجب احترام الإجراءات الاحترازية المعتمدة من طرف السلطات العمومية لمواجهة فيروس كوفيد 19 المستعد، والالتزام بالتدابير المتخذة من طرف اللجان المشرفة على المباريات.

ملاحظة :

- 1- نسختان مشهود بمطابقتها لأصل بطاقة التعريف الوطنية البيومترية ؛
- 2- نسختان مشهود بمطابقتها لأصل الشهادة أو الدبلوم المطلوب؛
- 3- نسخة من بطاقة السوابق القضائية مسجلة من الإدارة العامة للأمن الوطني أو السجل العدلي؛
- 4- نصح السيرة الذاتية في ثلاث نسخ؛
- 5- شيك ملقى أو شهادة التعريف البنكية (تحمل اسم وصفة الموقع وخاتم المؤسسة البنكية).

الرباط في: 30 ابريل 2021



N°049/PC

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE
DE L'INTERIEUR
PROVINCE DE MIDELET
SECRETARIAT
GENERAL
D.B.M.
AVIS DE LA
CONSULTATION
ARCHITECTURALE
N° 06/INDH/2021
SEANCE PUBLIQUE

Le 26/05/2021 à 10H, il sera procédé au siège de la Province de Midelet à l'ouverture des plis des architectes relatifs à la consultation architecturale objet du contrat : ETUDES ARCHITECTURALES ET SUIVI DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'OBSERVATOIRE PROVINCIAL POUR LA SANTE DE LA MERE ET DE L'ENFANT A LA VILLE DE MIDELET. Le dossier de la consultation architecturale peut être retiré au Service des Marchés à la Division du Budget et des Marchés au Secrétariat Général de la Province de Midelet. Il peut être également téléchargé à partir du portail des Marchés de l'Etat <http://www.marchespublics.gov.ma>. Le dossier de la consultation architecturale peut être envoyé par voie postale aux concurrents qui le demandent dans les conditions prévues à l'Art. 19 du Décret n° 2-12-349 précité. Le budget prévisionnel maximum, hors taxes, pour l'exécution des travaux à réaliser est de (1 000 000,00 Dhs HT) (un million cent mille dhs HT). Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents doivent

être conformes aux dispositions des Articles 100, 101 & 102 du Décret n° 2-12-349 du 8 jomada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les architectes peuvent :
- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau d'ordre de la Province de Midelet.

- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.

- Soit les remettre au Président de la Commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'Article 9 du règlement de la consultation architecturale.

N° 3935/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE
DE L'INTERIEUR
PROVINCE DE MIDELET
AVIS D'APPEL
D'OFFRES OUVERT SUR
OFFRES DE PRIX
SEANCE PUBLIQUE N°
21/INDH/2021

Le 26/05/2021 à 11h du matin il sera procédé au siège de la Province de Midelet à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert sur offres de prix pour : ETUDES TECHNIQUES ET SUIVI DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'OBSERVATOIRE PROVINCIAL POUR LA SANTE DE LA MERE ET DE L'ENFANT A LA VILLE DE MIDELET - PROVINCE DE MIDELET. Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au Service des Marchés à la Division du Budget et des Marchés au Secrétariat Général

de la Province de Midelet. Il peut être également téléchargé à partir du portail des Marchés de l'Etat <http://www.marchespublics.gov.ma>

Le dossier d'appel d'offres peut être envoyé par voie postale aux concurrents qui le demandent dans les conditions prévues à l'Art. 19 du Décret n° 2-12-349 précité.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : SINQ MILLE DIRHAMS (5 000,00 Dhs)

L'estimation du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à : (CINQUANTE SIX MILLE QUATRE CENT DIRHAMS (56 400,00 dhs))

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27,29 et 31 du décret n°2-12-349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :
- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau d'ordre de la Province de Midelet.

- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.

- Soit les remettre au Président de la Commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Copies certifiées conformes à l'original de certificat d'agrément dans le domaine: D14 ; D15 et D16.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 25 du décret 2-12-349 précité et énumérées à l'article 6 du règlement de consultation.

N° 3936/PA

إعلان عن مبراة

الكفاءة المهنية لولوج منصب مساعدتقي الدرجة الثانية السلم 7

ومساعد إداري الدرجة الثانية السلم 7

يعلن رئيس المجلس الجماعي لجماعة رحالة، عن تنظيم امتحان الكفاءة المهنية لولوج منصب مساعد تقي من الدرجة الثانية ومساعد إداري من الدرجة الثانية وذلك يوم 31 ماي 2021 على الساعة التاسعة بمقر جماعة رحالة لفائدة المساعدين التقنيين من الدرجة الثالثة والمساعدين الإداريين من الدرجة الثالثة الذين قضوا 06 سنوات على الأقل من الخدمة الفعلية بهذه الصفة. عدد المناصب الممتحن بشأنها: منصب واحد لكل فئة.

ويشتمل الامتحان على ما يلي :

• الاختبارات الكتابية :

1 - اختبار كتابي : يتعلق بالقطاع المعني (المدة : 03 ساعات — المعامل 3)

الاختبار الشفوي:

تناقش فيه لجنة الامتحان مع المترشح المواضيع الكتابية عند الاقتضاء ، ومهامه وتخصصه وتغريب قدراته على ممارسة الوظائف او المهام المرتبطة بالدرجة الممتحن بشأنها (المعامل 3) .

تمتع عن كل اختبار نقطة عددية تتراوح بين 0 و 20 وتعتبر إقصائية كل نقطة تقل عن 20/05.

يتأهل لاجتياز الاختبار الشفوي المرشحون الحاصلين على معدل لا يقل عن 10 على 20 في الاختبار الكتابي دون الحصول على نقطة إقصائية.

وعلى الراغبين في المشاركة، إيداع ملفاتهم مباشرة لدى مصلحة الموظفين بالجماعة.

وتتكون ملفات الترشيح من الوثائق التالية:

1 - طلب خطي موجه لرئيس المجلس

2 - نسخة من اخر قرار الترقيع

ويعتبر يوم 20 ماي 2021 آخر آجال لقبول طلبات الترشيح.

N°3932/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
PROVINCE DE TARPUDANNT
CERCLE OULED TEIMA
CAIDAT MACHIRAA ELAÏN
COMMUNE TIDSSI NISSENDALENE

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

Il sera procédé, dans la Salle de Réunion de la COMMUNE TIDSSI NISSENDALENE à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert sur offres de pris comme suite :

Le Mardi 01 JUIN 2021

Numéro	Objet du Marché	Heur	Estimation (en DH)	Caution Provisoire (en DH)
01TN/BC/2021	DALLAGE DES ROUTES AMENETS AUX DOUARS TAZROUTE, WALMOU, AIT WARKOUI, TLOUM, TAOURIRTE ET OUMESDEGT, ET AMENAGEMENT DE LA ROUTE RELIANT LA ROUTE PROVINCIALE 1011 ET DOUAR TILAZZINE. COMMUNE TIDSSI NISSENDALENE	10: 00	374 760,00 (Trois Cent Soixante Quatorze Mille Sept Cent Soixante dhs)	10 000,00 (Dix Mille Dhs)
02/TN/BC/2021	CONSTRUCTION D'UN BASSIN D'EAU POTABLE AU DOUAR TIDSSI, COMMUNE TIDSSI NISSENDALENE	11:30	169 180,80 (Cent Soixante Neuf Mille Cent Quatre Vingt Dhs.80Cts)	5 000,00 (Cinq Mille dhs)

Le Mercredi 02 JUIN 2021

Numéro	Objet du Marché	Heur	Estimation (en DH)	Caution Provisoire (en DH)
03/TN/BC/2021	TRAVAUX D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DU DOUAR ISSIL, COMMUNE TIDSSI NISSENDALENE	10: 00	224 952,00 Dhs (Deux Cent Vingt Quatre Mille Neuf Cent Cinquante Deux Dhs)	7 000,00 Dhs (Sept Mille Dhs)
04/TN/BC/2021	APPROFONDISSEMENT DU PUIT AMZZOUG, COMMUNE TIDSSI NISSENDALENE	11:30	169 080,00 Dhs (Cent Soixante Neuf Mille Quatre Vingt Dhs)	5 000,00 Dhs (Cinq Mille Dhs)

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré du bureau du président de la COMMUNE TIDSSI NISSENDALENE, également être téléchargé à partir du portail des marchés publics www.marchespublics.gov.ma

Les concurrents peuvent :

➢ Soit déposer leur dossier contre récépissé leurs plis dans le bureau d'ordre de la COMMUNE TIDSSI NISSENDALENE

➢ Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.

➢ Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

➢ Soit déposer, leurs plis, par voie électronique via le portail des marchés publics

La date de la Visite des lieux concernant AO N° 01TN/BC/2021 aura lieu le 18 MAI 2021 à 10h , le point de départ est le siège de la Commune Tidssi Nissendalene.

Les pièces justificatives à fournir sont celle prévues par le quatrième (04) article du règlement de consultation.

N°3933PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
WILAYA REGION GUELMM-OUED NOUN
PROVINCE DE GUELMM
SECRETARIAT GENERAL
DIVISION DES BUDGETS ET MARCHES

Avis rectificatif

Appel d'offres ouvert n° 04/BG2/2021

Les études techniques et suivi des travaux de construction d'un centre de secours auxiliaire de la protection civile à la commune de Taghjjit / Province de Guelmim.

Il est porté à la connaissance des concurrents que :

1- La date d'ouverture des plis a été reporté jusqu'au 20/05/2021 à 11h00 min

2- Il est exigé la production de la copie certifiée conforme à l'original du certificat d'agrément ;

- Le domaine d'activité exigé est : D13, D15, D16 et D17 ;

- Les entreprises non installées au Maroc doivent fournir le dossier technique tel que prévu par le règlement de la consultation.

3- Le reste de l'avis de l'appel d'offres est sans changement.

N°3934/PA

ALMUNECAR
Aux termes d'un acte S.S.P en date du 29/03/2021 à Al-Hoceima, il a été constitué une société (SARL) dont les caractéristiques sont:
DENOMINATION: ALMUNECAR S.A.R.L
OBJET SOCIAL: Loueur de barques, bateaux ou canots à moteur, engins.
- Entrepreneur de transport touristique - Restaurateur à prix fixe.
SIEGE SOCIAL: 57 Bis Local Rue Bades, Al Hoceima.
DUREE: 99 ans.
CAPITAL SOCIAL: Cent mille dirhams (100.000,00dh).
EXERCICE SOCIAL: L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque exercice.
GERANCE: la société est gérée par Mr. EL MAKNOZ Imad.
DEPOT LEGAL: Le dépôt légal a été effectué au greffe du tribunal de première instance d'Al Hoceima le 08/04/2021. RC N°3321.
N° 3938/PA

BIQTECH
S.A.R.L AU CAPITAL DE 100.000,00 DIRHAMS
SIEGE SOCIAL: VILLA 162 LA COLINE MOHAMMEDIA
Aux termes d'un acte SSP en date du 06 Avril 2021, Mohammedia les associés de la société BIQTECH SARL décident:
1-La cession des parts sociales appartenant à Mr BARHDAH HICHAM en totalité soit 500 parts à Mr MAHDAOUI BADR.
2-Nomination d'un gérant unique « Mr MAHDAOUI BADR ».
3-Changement de la forme juridique de la société en la transformant en SARL AU.
4-Le transfert du siège social de société de boulevard Abdelmoumen résidence CENTRAL PARK immeuble D 2ème étage n°15 MOHAMMEDIA à VILLA 162 LA COLINE MOHAMMEDIA.
Le dépôt légal a été effectué au secrétariat greffe du tribunal de Première Instance de Mohammedia le 28/04/2021 sous le n°1038.
N° 3939/PA

ROYAUME DU MAROC
Ministère de la Santé
Région Souss Massa
Délégation d'Agadir
Ida Outanane
Centre Hospitalier Régional
D'AGADIR
AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX N° 04/2021
Réservé aux petites et moyennes entreprises nationales
(Séance publique)
Le 27/05/2021 à 10 heures il sera procédé, dans la salle des réunions du centre hospitalier régional d'Agadir à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert sur offres de prix pour le marché ayant pour objet:
Achat de consommables médicaux nécessaires pour les différents services du

centre hospitalier régional d'Agadir.
Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au bureau des marchés du Centre Hospitalier Régional d'Agadir sis route de Marrakech 80000 AGADIR, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés de l'Etat www.marchespublics.gov.ma
Le montant du cautionnement provisoire est fixé à la somme de 50 000,00 (Cinquante mille) dirhams.
Estimation des coûts des fournitures établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : 2 039 898,00 DH TTC (Deux Millions Trente Neuf Mille Huit Cent Quatre Vingt Dix Huit Dirhams TTC)
Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29,31 et 148 du décret N° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.
Les concurrents peuvent :
- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau des marchés du centre hospitalier régional d'Agadir ;
- Soit l'envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis ;
- Soit déposer par voie électronique au portail national des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma.
Les échantillons exigés par le dossier d'appel d'offres doivent être déposés dans le bureau des marchés du Centre Hospitalier Régional d'Agadir avant, le 26/05 /2021 à 10 heures du matin.
Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 6 du règlement de consultation
N° 3940/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
PROVINCE D'OUARZAZATE
SG/DBM/SM
AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N°05/INDH/2021
Le 27 Mai 2021 à 10h, il sera procédé, dans la salle des réunions du secrétariat général de la province de Ouarzazate à l'ouverture des plis relative à l'appel d'offres sur offres de prix pour Les TRAVAUX D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DU DOUAR MELLADI COMMUNE IGHREM N'OUGHDAI PROVINCE D'OUARZAZATE.
Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au service des marchés du Secrétariat Général de la province d'Ouarzazate, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics http://www.marchespublics.gov.ma
Le cautionnement provi-

soire est fixé à un montant de 21 000,00dhs (Vingt Et Un Mille Dirhams).
L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de 631.334,69 dhs (Six Cent Trente Et Un Mille Trois Cent Trente Quatre Dirhams, 69 Centimes).
Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27,29 et 31 du décret n° 02-12-349 relatif aux marchés publics.
Les concurrents peuvent :
- Soit déposer contre récépissé leurs plis au bureau d'ordre du secrétariat général de la province d'Ouarzazate sis avenue Mohamed VI Ouarzazate.
-Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au Bureau précité
- Soit les déposer sous format électronique et ce avant la date d'ouverture des plis
-Soit les remettre directement au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues à l'article 9 du règlement de consultation.
N° 3941/PA

Cercle Ouled Berhil
Caidat El Faïd
Commune Arazane
S.M.
Avis d'appel d'offres ouvert
N° 1/2021
Le lundi 31 mai 2021 à 10h00, il sera procédé dans le bureau du président de la commune Arazane, province de Taroudant, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix pour Travaux d'alimentation en eau potable des douars Aït Slimane, Aït Ben Ahmed, Migrizene, Aït Inzi et Aït Yassine à partir du centre Arazane commune Arazane.
Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au service des marchés de la commune Arazane. Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics: www.marchespublics.gov.ma
Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de (60.000,00 DH) soixante mille dirhams.
L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : (710.448,00 DH) Sept cent dix mille quatre cent quarante huit dirhams.
Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2.12.349 relatif aux marchés publics.
Les concurrents peuvent :

ROYAUME DU MAROC
Ministère de l'Intérieur
Province de Taroudant

- soit soumissionner électroniquement via la plateforme du portail national des marchés publics ;
- soit envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;
- soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau du service des marchés de la commune Arazane ;
- soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 4 du règlement de consultation.
N° 3942/PA
ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
PROVINCE DE TAOURIRT
CERCLE DEBDOU
CAIDAT EL GAADA
COMMUNE SIDI ALI BELKACEM
Avis d'appel d'offres ouvert
N° :01/2021/CSAB
Le Lundi 21/06/2021 2021 à 10 heures, il sera procédé dans le bureau de Monsieur le président de la commune Sidi Ali Belkacem, Cercle Debdou à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert sur offres de prix pour : Participation à aménagement pistes Flouche - Commune Sidi Ali Belkacem -Province Taourirt .
Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au service des marchés de la commune Arazane. Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics: www.marchespublics.gov.ma
Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de (60.000,00 DH) soixante mille dirhams.
L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : (710.448,00 DH) Sept cent dix mille quatre cent quarante huit dirhams.
Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2.12.349 relatif aux marchés publics.
Les concurrents peuvent :

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré du bureau technique de la Commune Sidi Ali Belkacem , il peut également être téléchargé à partir du portail des Marchés publics (WWW.marchespublics.gov.ma).
Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de Trois Mille Six Cent dirhams (3600,00 Dhs)
L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de Cent Quatre Vingt Neuf Mille Cinq Cent Trente Deux Dirhams,80 Cts (189532,80 Dhs)
Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n°2.12.349 relatif aux Marchés publics.
Les concurrents peuvent :
- Soit envoyer leurs offres par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité;
- Soit déposer, contre récépissé leurs plis dans le bureau précité.
- soit les déposer par voie électronique au portail des marchés publics www.marchespublics.gov.m
- soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de consultation.
N° 3943/PA

ROYAUME DU MAROC
AGENCE NATIONALE DES PORTS
DIRECTION REGIONALE DES PORTS D'EL JADIDA
PORT DE JORF LASFAR
AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT
24/DRP/JANP/2021
SEANCE PUBLIQUE
Le 27/05/2021 11H00 Il sera procédé, dans les bureaux de la Direction Régionale Atlantique Centre -Port de Jorf Lasfar au km 22 route de Oualidia Jorf Lasfar -EL Jadida - à l'ouverture des plis de l'appel d'offres relatif à l'appel d'offres sur offres de prix, pour :
ENTRETIEN PREVENTIF, SYSTEMATIQUE ET CURATIF DES EQUIPEMENTS ET INSTALLATIONS DES RESEAUX TELECOMS DES PORTS DE LA DRPJ
Le dossier d'appel d'offres peut être retiré à ANP-Direction Régionale Des Ports d'El Jadida (Port de Jorf Lasfar) auprès de la Division Support-bureau des marchés- au km 22, route de Oualidia- EL Jadida-
Il peut également être téléchargé à partir du portail marocain des marchés publics www.marchespublics.gov.ma, dans les conditions prévues à l'article 19 du règlement du 09 Mai 2014 fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'ANP ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.
Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de: 1 500,00 MILLE CINQ CENT
L'estimation MAXIMUM du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage est de : 96 552,00 TTC MAXIMUM
QUATRE VINGT SEIZE MILLE CINQ CENT CINQUANTE DEUX DIRHAMS TOUTE TAXES COMPRISES
60 276,00 TTC MINIMUM
SOIXANTE MILLE DEUX CENT SOIXANTE SEIZE DIRHAMS
Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du règlement fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'ANP.
Les concurrents peuvent :
*Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau de la Direction Régionale Des Ports d'El Jadida -Port de Jorf Lasfar au km 22 route de Oualidia Jorf Lasfar - EL Jadida.
*Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité à l'adresse suivante : Agence Nationale des Ports, Direction du Port de Jorf Lasfar, BP3182 EL JADIDA PRINCIPALE/ EL JADIDA
*Soit les envoyer, par voie électronique conformément à l'arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances n° 20-14 en date du 04/09/2014 ;
*Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
LES PIECES JUSTIFICATIVES A FOURNIR SONT CELLES PREVUES PAR L'ARTICLE 14 DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION.
Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à l'ANP- Direction Régionale Des Ports d'El Jadida (Port de Jorf Lasfar) auprès de la Division Support- Bureau des Marchés -au km 22 route de Oualidia -EL Jadida - Tél.05 23 38 91 50 – 06 20 69 51 82 – 06 20 69 53 11 – Fax : 05 23 34 54 31 .
N°3937/PA



Hakimi de nouveau buteur

L'Inter de Milan s'est approché davantage du titre de champion d'Italie après sa victoire (2-0) samedi sur la pelouse de Crotone, lanterne rouge, lors de la 34^e journée de Serie A.

Le Danois Christian Eriksen, tout juste entré en jeu, a délivré les Milanais à vingt minutes du terme (1-0, 69^e), avant qu'Achraf Hakimi ne scelle définitivement le match à l'issue d'un contre (90+2^e), marquant au passage sa 7^e réalisation cette saison avec les Intéristes.

Si l'Atalanta Bergame, 3^e à 14 points, ne s'impose pas sur la pelouse de Sassuolo (8^e), les hommes d'Antonio Conte

remporteront leur 19^e scudetto.

Par contre, en cas de victoire de l'Atalanta, l'Inter devra patienter jusqu'à samedi prochain et la réception de la Sampdoria pour valider son titre.

Dans la soirée, l'AC Milan, qui restait sur une cinquième défaite face à la Lazio (3-0), s'est lui relancé dans la course très serrée à la Ligue des champions après son succès 2-0 à domicile face au mal classé Benevento (18^e).

Les Rossoneri (2^{èmes}) mettent la pression sur les autres candidats à la C1 que sont Naples (4^e) et la Juventus (5^e), 66 points chacun.

Nabil Ayachi : Une alimentation équilibrée et saine pendant le Ramadan joue un rôle important dans l'amélioration des performances



Approché par la MAP, le nutritionniste Nabil Ayachi explique comment améliorer les performances sportives au cours du mois de Ramadan, qui nécessite un régime alimentaire spécifique et des périodes de sommeil régulières pour compenser les besoins nutritionnels du corps, occasionnés par la différence du rythme de vie et des repas pendant ce mois sacré.

Q : Quelle est la différence entre le régime alimentaire d'un sportif et celui d'une personne normale pendant le mois de jeûne ?

R : Les besoins quotidiens sont liés à un ensemble de facteurs, à savoir l'âge, le genre et le mouvement, et c'est ce qui rend le sportif différent des autres.

Par ailleurs, il y a un ensemble de différences entre de courts mouvements réalisés sur une longue durée et des mouvements denses sur une courte période, ce qui explique la différence des besoins d'une personne en composants alimentaires tels que les protéines, les sucres, les graisses, l'eau, les minéraux et les vitamines.

Pendant le Ramadan, l'alimen-

tation de l'athlète est répartie entre la rupture du jeûne et le Shour, contrairement aux jours réguliers, où elle s'étale tout au long de la journée. Cette alimentation varie en fonction de l'âge, du poids, du genre, du type de sport, des heures d'entraînement, en plus de la durée de l'exercice et de sa fréquence durant la semaine.

Cependant, une alimentation équilibrée et saine pendant le Ramadan joue un rôle important dans l'amélioration des performances. Les champions sportifs ne peuvent y parvenir s'ils n'obtiennent pas des quantités suffisantes de calories, de glucides, de liquides, de protéines, de fer et d'autres vitamines et minéraux nécessaires.

Comment peut-on déterminer la quantité et les besoins en composants alimentaires d'un athlète ?

Le régime alimentaire est déterminé en fonction du programme d'entraînement et du type de sport pratiqué, sachant qu'il y a des entraînements d'ordre tactique

et d'autres qui portent essentiellement sur la condition physique. Ces derniers nécessitent plus d'efforts et une consommation de calories plus grande en comparaison avec l'effort dépensé lors des séances d'entraînement tactiques.

L'objectif de l'alimentation durant l'entraînement est de stocker les composants alimentaires pour avoir de l'énergie, de pouvoir récupérer ce que le corps a déjà consommé et surtout éviter les blessures. Une alimentation déséquilibrée, composée de sucres artificiels en grandes quantités par rapport aux besoins réels du corps, augmente le risque de blessures musculaires.

Le fait de bénéficier de périodes de sommeil continues et calmes la nuit est essentiel pour réorganiser l'énergie et renforcer l'endurance du corps. Les exercices, à eux seuls, ne sont pas suffisants pour améliorer les performances de l'athlète et développer son niveau.

Cependant, il faut éviter de

pratiquer le sport le matin et en après-midi pendant la période du jeûne, en raison de la déshydratation et de la diminution du taux de glycémie dans le corps qui en résultent. Il vaut mieux faire les exercices avant le coucher du soleil à une heure ou deux de la rupture du jeûne.

Quel repas conseillez-vous aux sportifs pour la rupture du jeûne et le Shour ?

Le repas adéquat pour rompre le jeûne varie en fonction de l'horaire des séances d'entraînement. Si la rupture du jeûne vient après l'entraînement, elle permet au corps de récupérer ce qu'il a perdu, alors que si elle précède l'entraînement, elle prépare le corps à l'exercice et devrait se procurer certains des principaux ingrédients, notamment des sucres rapides et des vitamines et des minéraux, mais pas en grande quantité pour ne pas affecter les processus digestifs.

En revanche, il faut faire attention au repas du Shour, car c'est le repas le plus important après celui

de la rupture du jeûne, puisqu'il permet à l'athlète de conserver son stock en composants alimentaires. Il est également préférable que le Shour soit composé de glucides tels que le pain entier ou "Sfouf (Sellou)", d'un produit laitier, d'huile d'olive, de miel, de dattes et de fruits secs en plus de l'eau. Ceci diffère selon le type de sport, car il n'existe pas un régime alimentaire général applicable à tous les sports, mais il existe des règles alimentaires générales.

Je réfute les rumeurs et les déformations qui disent qu'une bonne nutrition est coûteuse, étant donné que plusieurs aliments sont à la fois nutritifs et économiques, tels que les légumes, les fruits de saison et les légumineuses, ainsi que l'huile d'olive et les dattes, qui font partie des aliments importants pour un sportif en raison de leurs bienfaits pour le corps et aussi de leurs prix appropriés. En conclusion, il n'y a pas un aliment complet, mais les aliments se complètent.



Sport

Ligue des champions

Le Wydad hérite du Mouloudia d'Alger



Le Wydad de Casablanca affrontera en quarts de finale de la Ligue des champions de la CAF, dans un chaud derby maghrébin, le Mouloudia Club d'Alger, selon le tirage au sort effectué vendredi au siège de la CAF au Caire, en Egypte.

Dans une confrontation non moins excitante, le club égyptien d'Al-Ahly, champion en titre et détenteur du record de sacres dans la compétition (9), affrontera Mamelodi Sundowns d'Afrique du Sud, champion de l'édition 2016.

Le tirage au sort a abouti à une autre

confrontation maghrébine. L'Espérance sportive de Tunis, quadruple champion d'Afrique, croisera le fer avec le club algérien de JS Beouizdad.

Le Wydad se déplacera en Algérie pour le match aller, avant de recevoir son adversaire à Casablanca au Complexe Mohammed V. En cas de qualification, les hommes de Faouzi Benzarti affronteront en demi-finale le vainqueur du match opposant les Tanzaniens de Simba aux Sud-Africains du Kaizer Chiefs.

Les matchs aller devront se jouer les 14, 15 et 16 mai, alors que les matches retour sont prévus les 21, 22 et 23 du même mois.

Coupe de la CAF

Le Raja à l'épreuve d'Orlando Pirates

Le Raja de Casablanca a hérité du club sud-africain d'Orlando Pirates en quarts de finale de la Coupe de la Confédération (CAF), selon le tirage au sort effectué, vendredi au siège de la Confédération africaine de football au Caire.

A l'issue de ce tirage au sort, le CS Sfaxien croisera le fer avec le club algérien de la JS Kabylie. Quant au club de Pyramids FC d'Egypte, il rencontrera Enyimba du Nigeria, tandis que Coton Sport du Ca-

meroun affrontera le club sénégalais de Jaraaf Dakar.

Les matches aller auront lieu les 14, 15, 16 mai, alors que ceux de retour se dérouleront les 21, 22, 23 du même mois.

La première demi-finale mettra aux prises les vainqueurs des matches Raja de Casablanca-Orlando Pirates et Pyramids FC-Enyimba.

La deuxième demi-finale opposera les vainqueurs des matches CS Sfaxien-JS Kabylie et Coton Sport-Jaraaf Dakar.



Divers

Championnat D2

Voici les résultats de la 20^e journée de la Botola Pro D2 "Inwi" de football, à l'issue des matches disputés samedi:

Vendredi
UTS-KAC : 3-0
WST-RAC : 0-2
Samedi
RBM-CJBG : 1-0
OD-SM : 1-2
KACM-OCK : 1-1

A noter que les rencontres TAS-JSS, ASS-CAK et WAF-IZK devaient avoir lieu dimanche.

Kick-boxing

La Fédération Royale marocaine de kick-boxing, muay-thai-savate et sports assimilés (FRMKBTSSA) organisera, du 6 au 8 mai (à 22h00), un séminaire de formation à distance au profit des entraîneurs et des entraîneurs adjoints.

Dans un communiqué, la FRMKBTSSA indique que cette formation, qui s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement et l'encadrement des entraîneurs et des entraîneurs adjoints, selon un programme spécifique, est organisée à distance par respect des mesures préventives pour faire face à la pandémie de Covid-19.

Au menu de ce séminaire, qui sera animé par des experts et professeurs spécialisés, figurent des conférences et présentations portant sur différents domaines, notamment la pédagogie de la formation, la gestion sportive, l'alimentation sportive et la psychologie du sport, conclut le communiqué.

Botola Pro D1

Enfin, une victoire pour le DHJ



Le Youssoufia de Berrechid a perdu à domicile face au Difaâ El Jadida par 1 but à 14^e journée de la Botola Pro D1 "Inwi" de football.

L'unique réalisation de la rencontre a été l'œuvre de Mehdi Karnas (70^e, sp).

Cette victoire a permis au Difaâ El Jadida de grimper provisoirement à la 13^e place avec 14 points, à côté du FUS de Rabat, alors que le Youssoufia de Berrechid pointe à la 9^e place (17 pts), ex aequo avec le Mouloudia d'Oujda.

Le Moghreb de Fès (MAS) est en droit lui aussi de se targuer de sa bonne opération après

avoir surclassé l'Ittihad de Tanger (IRT) par 2 buts à 1 au stade Hassan II de Fès.

Les visiteurs ont ouvert la marque du point de penalty, grâce à Axel Meyer (73^e), mais les Jaune et Noir sont parvenus à recoller au score également sur penalty, par le biais de Mohamed El Fkih (81^e). A trois minutes de la fin du temps réglementaire, Lahcen Gourbi a offert la victoire au club de la cité spirituelle, qui s'est séparé à l'amiable, la semaine dernière, de son entraîneur argentin Miguel Angel Gamondi.

Ce 3^e succès de la saison du MAS a offert une bouffée d'oxygène au club fassi qui se hisse provisoirement à la 6^e place, aux côtés de la Renais-

sance de Berkane et de l'Olympic de Safi.

De son côté, le club tangerois est 5^e avec 20 unités.

Le troisième match disputé samedi a vu l'AS FAR renouer avec le succès (3-0) au détriment de l'Olympic de Safi au stade El Massira. Les buts de l'équipe militaire ont été signés Joseph Kunado (47^e), Mohammed El Khaloui (61^e) et Jalal Daoudi (75^e).

Grâce à cette victoire, l'AS FAR rejoint le Hassania d'Agadir au pied du podium (23 pts), à deux longueurs du Raja de Casablanca, dauphin, et à 4 du leader, le Wydad de Casablanca, acculé au partage des points, en ouverture de cette journée (jeudi), par le Chabab de Mohammedia (1-1).

Vendredi au Grand stade d'Agadir, le HUSA a disposé du MCO sur le score de 1 but à 0. Les locaux ont trouvé le chemin des filets par le biais de Youssef El Fahli (45^e, sp) et n'ont pas pu exploiter l'infériorité numérique de l'équipe oujdie pour creuser l'écart après l'expulsion de Hamza Semmoumi (56^e).

Il convient de souligner que cette journée devait se poursuivre hier par la programmation des rencontres MAT-RCOZ et RCAZ-Raja, alors que le match de clôture de cette manche est prévu ce mercredi à partir de 22 heures au Stade Prince Héritier Moulay El Hassan de Rabat entre le FUS et la RSB.

A propos de la formation berkanie, elle devait être hier l'hôte du Wydad, en match de mise à jour (8^eme journée) de la Botola Pro D1.